

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004962]

22 FEVRIER 2024. — Décret relatif à la sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions préliminaires*Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a les infrastructures dans ses attributions;

2° le CBGB : le Comité Belge des Grands Barrages créé par l'arrêté ministériel du 5 février 1929 portant création d'un Comité belge des grands barrages;

3° le CIGB : le Comité International des Grands Barrages fondée en 1928 en tant qu'organisation non-gouvernementale;

4° les barrages-réservoirs : les ouvrages, composés d'infrastructures et d'équipements destinés à relever un plan d'eau ou à accumuler de l'eau avec un but unique ou combiné avec d'autres usages tels que la régulation des cours d'eau, l'écrêtement des crues ou le soutien d'étiage, la production d'hydroélectricité, le stockage d'une réserve d'eau pour l'alimentation en eau potable, la lutte contre les incendies ou activités de loisirs sur les plans d'eau;

5° la réserve d'emportement : le volume de réserve utile entre la cote instantanée du lac et la cote maximale du lac à ne pas dépasser. Cette capacité correspond au volume disponible constitué par le barrage-réservoir pour assurer un rôle d'écrêtement lors d'une crue;

6° le propriétaire du bien-fonds : celui qui détient la propriété du terrain, respectivement la surface géographique sur lequel le barrage-réservoir et sa réserve sont érigés;

7° l'exploitant du barrage-réservoir : toute personne de droit public ou de droit privé, qui par le biais d'un acte unilatéral, ou d'une convention ou d'un contrat de concession ou d'un contrat de gestion, exerce la gestion de l'ouvrage, de ses équipements, et du niveau de la réserve d'eau retenue par le barrage-réservoir, afin d'assurer la sécurité de l'ouvrage ou de permettre une activité économique lucrative ou non lucrative, à partir de l'utilisation ou de la transformation d'eau du lac d'un barrage-réservoir;

8° l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations : toute personne de droit public ou de droit privé, autre que l'exploitant du barrage-réservoir, qui par le biais d'une convention ou d'un contrat de concession ou d'un contrat de gestion, possède ou exploite une installation de production hydroélectrique ou équipement de prélèvement d'eau qui se situe, au moins en partie, à l'intérieur du corps du barrage-réservoir ou participe à la restitution hydraulique, à des fins de potabilisation d'eau potable ou tout autre usage;

9° l'organisme de contrôle externe des barrages-réservoirs : l'entreprise agréée conformément à l'article 11, alinéa 2;

10° le contrôle externe des barrages-réservoirs : l'ensemble des missions prévues par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, exécutées sous la supervision du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, dans le but de vérifier que les risques associés à l'exploitation des barrages-réservoirs sont gérés de manière effective et en personne suffisamment prudente et diligente, de façon à garantir la sécurité des travailleurs et de la population;

11° l'entreprise : l'entreprise telle que visée à l'article I.1, 1°, du Code de droit économique;

12° le DTR : le dossier technique de référence, dossier source de l'ouvrage établi par l'exploitant et soumis à l'organisme de contrôle externe ou, le cas échéant, établi par l'organisme de contrôle externe sur base des informations fournies par l'exploitant. Il regroupe tous les documents relatifs à l'ouvrage permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation et des événements survenus depuis sa mise en service;

13° le rapport de surveillance : le rapport établi par l'exploitant du barrage-réservoir, ou, l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, qui reprend l'ensemble des documents de contrôle interne réalisés par celui-ci, et dans lequel sont inclus les résultats des contrôles des équipements du barrage-réservoir, des contrôles visuels et des mesures depuis l'établissement du rapport de surveillance précédent;

14° le rapport d'auscultation : le document périodique de synthèse établi par l'organisme de contrôle externe de manière continue ou périodique, qui présente les résultats des mesures et l'analyse comportementale globale ou partielle du barrage-réservoir. Celui-ci se base sur l'analyse des mesures fournies par une instrumentation spécifique à chaque barrage-réservoir;

15° le rapport de visite : document circonstancié, établi par l'organisme de contrôle externe, lors de chaque visite périodique sur le barrage-réservoir, et dans lequel sont inclus les résultats d'inspection visuelle de l'état des structures, des équipements de mesure et des équipements de traitement;

16° la situation d'urgence : une situation d'urgence, telle définie à l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national;

17° le plan interne d'urgence (PIU) : le plan interne d'urgence, tel que défini à l'article 1^{er}, 8°, de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national;

18° le stress test : l'exercice qui consiste à simuler un ou plusieurs situations de risques raisonnablement prévisibles afin d'étudier et d'évaluer la capacité de résistance du barrage-réservoir à de telles situations. Le stress test sert à connaître l'état réel de sécurité du barrage-réservoir et permet d'avoir une vue globale de la situation afin de se prononcer sur l'opportunité de la mise en place de mesures correctives ou modificatives, afin d'assurer un état de sécurité suffisant du barrage-réservoir;

19° le bassin versant : la zone géographique de collecte des eaux d'un même réseau hydrographique. Il est limité à l'amont par la ligne de crête et à l'aval au point exutoire;

20° le délestage : la restitution à la rivière située en aval d'un volume d'eau [m³] plus ou moins important et dans une plage de débits [m³/s] donnée suite à des besoins d'écrtage de crue ou des besoins liés à la sécurité du barrage-réservoir;

21° le turbinage : restitution forcée à la rivière située en aval d'un volume d'eau du barrage-réservoir à des fins de production d'énergie électrique, du maintien ou d'abaissement du niveau du plan d'eau;

22° la maintenance : l'ensemble des activités destinées à maintenir ou rétablir un bien dans un état ou des conditions données de fonctionnement afin d'accomplir une fonction requise;

23° la maintenance ordinaire : la maintenance régulière, préventive via surveillance des ouvrages ou de leurs équipements ou corrective via dépannage et remplacement éventuel de composants défectueux;

24° la maintenance extraordinaire : le remplacement programmé d'ouvrages, partie d'ouvrages, ensemble d'équipements ou sous-ensembles, une fois la durée de vie de ceux-ci proche ou atteinte ou suite à une modernisation souhaitée pour améliorer les fonctionnalités ou optimiser l'exploitation;

25° les règles techniques : les spécifications techniques en matière de sécurité d'exploitation, déterminées par le Gouvernement, qui énoncent les principes de procédés, de contrôle et les procédures d'évaluation de la conformité, etc., ainsi que les autres exigences imposées dans le but de protéger les biens, les personnes ou l'environnement;

26° les directives techniques : les spécifications techniques urgentes, en matière de sécurité d'exploitation déterminées par le Ministre;

27° la non-conformité : la défaillance, la non-exécution ou le non-respect des exigences du présent décret et ses arrêtés d'exécution, ou des règles et directives techniques en matière de sécurité, ou des recommandations émises par l'organisme de contrôle externe;

28° le plan d'alarme : le document rédigé par l'exploitant du barrage-réservoir, qui définit et établit les règles de gestion des niveaux d'alarmes (niveaux de dangers spécifiques aux barrages-réservoirs) ainsi que la chaîne de communication et d'intervention;

29° le Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX) : le Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise du Service public de Wallonie Secrétariat général;

30° la Direction de la Gestion hydrologique : le service prévu à l'article D.54 du Code de l'Eau.

Section 2. — Champ d'application

Art. 2. § 1^{er}. Le présent décret établit des règles de sécurité d'exploitation à mettre en oeuvre par les exploitants des barrages-réservoirs ou par les exploitants d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, en fonction des infrastructures qu'ils gèrent. Il vise les barrages-réservoirs, décrits ci-dessous, et leurs équipements :

1° Classe A : le barrage-réservoir répondant à la formule : $H \geq 20$ et $(H^2 \times V0.5) \geq 1500$;

2° Classe B : le barrage-réservoir non classé en A, répondant à la formule : $H \geq 10$ et $(H^2 \times V0.5) \geq 200$.

Dans les formules citées à l'alinéa 1^{er} :

H = désigne la hauteur de l'ouvrage exprimée en mètres depuis le point bas de sa fondation jusqu'à sa crête;

V = désigne le volume de référence exprimé en millions de mètres cubes.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à dresser une liste des barrages-réservoirs et à prendre des dispositions spécifiques à chaque barrage-réservoir afin d'adapter les exigences de sécurité d'exploitation en fonction de circonstances particulières.

§ 3. Le Gouvernement est habilité à assujettir, en tout ou en partie, au présent décret, des ouvrages présentant des caractéristiques assimilées à un barrage-réservoir de classe B au minimum, afin d'adapter les exigences de sécurité d'exploitation en fonction de circonstances particulières.

§ 4. Le Gouvernement établit la liste des bassins versants pour les barrages-réservoirs visés par le présent décret.

CHAPITRE 2. — L'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs et l'organisme de contrôle externe

Section 1^{re}. — L'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement, exerce le rôle d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs.

§ 2. Le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs :

1° a la responsabilité de veiller à ce que tous les aspects de la sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs soient respectés, et prend les dispositions nécessaires pour assurer leur conformité avec le présent décret et ses arrêtés d'exécution, y compris les règles directives et directives techniques visées à l'article 4;

2° transmet annuellement au Parlement wallon, par voie électronique, un rapport reprenant l'état de conformité en matière de sécurité des barrages-réservoirs en Région wallonne;

3° transmet une copie du rapport visé au 2°, au Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX).

Art. 4. Les règles techniques de sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs sont adoptées par le Gouvernement, après avis du comité de secteur visé à l'article 19.

Les directives techniques de sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs sont établies par le Ministre.

Les règles techniques et directives techniques visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont prises, après avis des exploitants concernés, en tenant compte des différentes fonctions des barrages-réservoirs.

Art. 5. Le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, évalue la correcte exécution des missions de l'organisme de contrôle externe qui lui sont confiées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. Il contrôle le respect de la condition d'indépendance de l'organisme de contrôle externe vis-à-vis de l'exploitant du barrage-réservoir ou de l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations.

La supervision des missions de contrôle externe visée à l'alinéa 1^{er}, peut s'exercer par des audits réalisés dans les locaux de l'organisme de contrôle externe. L'audition des spécialistes associés à une mission de contrôle externe constitue également un moyen de contrôle du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, vérifie que l'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, prend en compte les recommandations reprises dans les rapports établis par l'organisme de contrôle externe afin de mettre en conformité l'ouvrage.

§ 2. En cas de manquement grave, le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, délivre des injonctions à l'exploitant concerné du barrage-réservoir ou d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, assorties d'un délai de mise en exécution. Est considéré comme manquement grave, le non-respect des règles techniques ou des directives techniques visées à l'article 4, ou des recommandations émises par l'organisme de contrôle externe, qui touchent directement ou indirectement à la sécurité d'exploitation de l'ouvrage, ainsi que le manquement répété aux obligations imposées par ou en vertu du présent décret.

§ 3. En cas d'inexécution des injonctions visées au paragraphe 2, le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, est habilité à ordonner l'application de mesures de mise en état de sécurité du barrage réservoir concerné ainsi que de ses équipements et à spécifier les conditions dans lesquelles ces mesures peuvent être levées.

Art. 7. Les demandes d'agrément ainsi que les demandes de reconnaissance d'agréments obtenus dans un État membre de l'Union européenne, en vue de réaliser les missions de contrôle externe des barrages-réservoirs, sont examinées selon la procédure visée à l'article 10, alinéa 2.

Art. 8. Le Gouvernement s'assure de la mise en place par l'exploitant du barrage-réservoir ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, d'une procédure ou mécanisme de décision relatif à la gestion anticipative et au délestage des barrages-réservoirs, en cas d'avertissement météorologique ou hydraulique, pré-alerte ou alerte de crue ou en cas de risques inhérents à l'infrastructure de l'ouvrage, tel que prévu à l'article 16, 21°.

Art. 9. Le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, en collaboration avec le comité de secteur visé à l'article 19, veille à l'amélioration continue du niveau global de gestion de la sécurité des barrages-réservoirs et de leurs infrastructures.

Section 2. — L'organisme de contrôle externe

Art. 10. Le contrôle externe périodique des barrages-réservoirs de classe A et B, est confié par l'exploitant du barrage-réservoir, ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, ou conjointement, à des entreprises de contrôle externe agréées, spécialisées et indépendantes. Les coûts liés au contrôle externe sont à charge des exploitants.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les conditions techniques et compétences sur base desquelles les entreprises sont agréées;
- 2° les modalités de délivrance et la durée de validité de l'agrément accordé;
- 3° les conditions et modalités de reconnaissance d'agréments obtenus dans un État membre de l'Union européenne, en vue de réaliser les missions de contrôle externe des barrages-réservoirs en Région wallonne;
- 4° les modalités de contrôle, de refus ou de retrait de l'agrément, ainsi que les modalités de recours.

Art. 11. L'organisme de contrôle externe :

1° est indépendant vis-à-vis de l'exploitant du barrage-réservoir ou de l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations;

2° fait preuve d'une expertise éprouvée, acquise dans le domaine des barrages-réservoirs et dans les matières du génie civil, de la géotechnique, de l'électromécanique et de l'analyse des risques. Cette expertise est supérieure à dix ans et peut avoir été acquise en Belgique ou à l'étranger;

3° accomplit en tout ou en partie, des missions comparables à celles visées à l'article 13, § 2, depuis au moins dix ans en Belgique ou à l'étranger;

4° dispose d'une capacité de réaction rapide de mobilisation et est capable de réaliser une expertise locale;

5° dispose en son sein des spécialistes requis pour assurer, durant toute la durée contractuelle de la mission de contrôle externe, l'ensemble des prestations prévues dans la mission de contrôle externe et dispose de la capacité à assurer la continuité de cette mission en cas d'indisponibilité temporaire ou définitive de l'un ou de l'autre des spécialistes dédiés à la mission de contrôle externe.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, l'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations et l'organisme de contrôle externe, soit font partie de sociétés différentes, soit font partie d'une même société ou d'un même groupe de sociétés, auquel cas la société ou le groupe de sociétés dont font partie l'organisme de contrôle externe et l'exploitant, dispose d'une ligne hiérarchique spécifique et totalement indépendante. Dans ce dernier cas, l'organisme de contrôle externe doit être une entreprise assurant également des missions du même type pour d'autres sociétés que celles qui font partie du groupe auquel il appartient.

Art. 12. Dans le cadre des audits visés à l'article 5, alinéa 2, l'organisme de contrôle répond aux différentes demandes formulées par le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs.

Art. 13. § 1^{er}. L'organisme de contrôle externe vérifie que les moyens de sécurité technique d'exploitation mis en place par l'exploitant du barrage-réservoir ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, satisfont aux règles et aux directives techniques de sécurité prévues par le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

§ 2. L'organisme de contrôle externe :

1° vérifie, analyse et interprète les données prélevées et transmises par l'exploitant du barrage-réservoir ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations;

2° analyse les données d'auscultation fournies par l'exploitant du barrage-réservoir ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, en vue de les comparer aux précédentes afin de détecter préventivement des éventuels écarts anormaux de valeurs de données, de détecter des dérives d'appareils ou de chaînes de mesures et alerter ainsi périodiquement;

3° vérifie les rapports de surveillance des barrages-réservoirs :

a) pour la classe A : de manière trimestrielle;

b) pour la classe B : de manière annuelle;

4° rédige des rapports d'auscultation sur la base des données visées au 2°, de la manière suivante :

a) classe A : de manière annuelle. Ces données sont transmises par l'exploitant du barrage-réservoir ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations au plus tard chaque mois;

b) classe B : tous les trois ans. Ces données sont transmises par l'exploitant du barrage-réservoir ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations au plus tard chaque trimestre;

5° réalise et fournit à l'exploitant concerné, à la suite de chaque visite d'inspection visuelle, un rapport de visite circonstancié et documenté :

a) pour la classe A : de manière annuelle;

b) pour la classe B : tous les cinq ans;

6° vérifie que le DTR, établi par l'exploitant du barrage-réservoir ou par l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, est complet et mis à jour de manière périodique au minimum tous les cinq ans;

7° en cas de besoin, assiste l'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, dans la mise à jour du DTR;

8° vérifie le Plan interne d'urgence (PIU) de l'exploitant du barrage-réservoir et de l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, tous les cinq ans. A cet effet il réalise des analyses périodiques des différents scénarios au travers des analyses des risques de sécurité et des évolutions techniques. Ces analyses des situations de crises étudiées incluent : les crises hydrologiques, le black-out électrique, les problèmes géologiques, sismiques, la pollution, les situations de malveillance, de terrorisme, de cyberattaque, de conflits armés, la rupture partielle ou totale du barrage réservoir, entre autres. Il peut réaliser des audits pour des stress-tests. Les résultats de ces analyses sont transmis à l'exploitant concerné et au Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs;

9° valide les mises à jour de l'évaluation de sécurité des barrages-réservoirs :

a) pour la classe A : tous les dix ans;

b) pour la classe B : tous les quinze ans.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 9°, l'évaluation de sécurité pour la construction, la reconstruction ou l'exploitation d'un barrage-réservoir, doit démontrer l'absence de risques accrus pour la sécurité publique en cas de survenue d'une crue.

§ 3. À la suite de chaque contrôle, l'organisme de contrôle externe adresse à l'exploitant du barrage-réservoir ou à l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, la liste des constats de non-conformité, ainsi que les recommandations à prendre en compte, pour la mise en conformité de l'ouvrage.

L'organisme de contrôle externe rédige également un rapport récapitulatif annuel sur l'état de conformité de l'exploitation de chaque ouvrage en matière de sécurité. L'organisme de contrôle externe transmet le rapport, par voie électronique, au Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs.

CHAPITRE 3. — L'Exploitant

Art. 14. L'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, assure l'exploitation, ainsi que le contrôle interne des infrastructures qu'il gère.

L'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, en fonction des infrastructures qu'il gère, s'assure :

1° de disposer et maintenir un plan de gestion de l'ouvrage, en personne suffisamment prudente et diligente, afin de limiter les risques d'exploitation, vis-à-vis de la population et de l'environnement en aval de l'ouvrage;

2° qu'en situation d'urgence, l'augmentation du niveau du plan d'eau soit limitée ou empêchée en effectuant un turbinage immédiat, voire un délestage.

Art. 15. L'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, est responsable de la sécurité des infrastructures qu'il gère. Dans ce cadre, il prend toutes les mesures de sécurité et de contrôle nécessaires, qui découlent des prescriptions du présent décret, de ses arrêtés d'exécution, et des recommandations données par l'organisme de contrôle externe.

L'exploitation du barrage-réservoir ou l'exploitation d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, est soumise au contrôle de l'organisme de contrôle externe visé au chapitre 2, section 2. À cet effet, l'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, utilise les services d'un organisme de contrôle externe agréé, pour les infrastructures qu'il gère.

Art. 16. L'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, en fonction des infrastructures qu'il gère :

1° opère de manière régulière et continue les vérifications, les mesures, les contrôles fonctionnels et les examens nécessaires pour juger de l'état et du comportement du barrage-réservoir et fait procéder sans délai à l'évaluation des résultats;

2° assure un mécanisme de permanence opérationnelle, de garde et de suivi des barrages-réservoirs, tel que défini par règle technique. En cas de crise, ce mécanisme de permanence permet d'assurer un suivi continu en dehors des heures ouvrables;

3° prend connaissance de la liste des non-conformités signalées dans le rapport de l'organisme de contrôle externe, et établit, en concertation avec ce dernier, la liste des améliorations à réaliser, afin de se mettre en conformité. Il établit également, un plan d'action correctif en tenant compte des recommandations de l'organisme de contrôle externe, et le soumet annuellement au Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs;

4° met en oeuvre, dans un délai raisonnable, le plan d'action correctif visé au 3°;

5° met en place les mesures de mise en état de sécurité, et les injonctions ordonnées par le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs;

6° conçoit et réalise la maintenance ordinaire et extraordinaire, entreprend la réparation des dommages dans les délais les plus brefs et en fonction de la criticité des équipements, remédie aux défauts de sécurité liés à l'intégrité structurelle de l'ouvrage;

7° équipe ou transforme l'ouvrage dans le but de maîtriser les risques liés aux éventuels défauts de sécurité;

8° assure, au Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, et à l'organisme de contrôle externe, le libre accès aux sites, ouvrages et équipements;

9° informe, le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, et l'organisme de contrôle externe, de la pose, de la modification et des modalités d'utilisation des dispositifs de surveillance et de mesure;

10° supervise et vérifie le bon fonctionnement des capteurs et instruments de mesure;

11° réalise des inspections visuelles internes qui constituent le premier niveau de contrôle interne. Sur base de ces inspections, il établit et transmet un rapport à l'organisme de contrôle externe;

12° établit et actualise le DTR en compilant toutes les informations techniques dès le stade de la conception jusqu'au stade des rénovations;

13° rédige et transmet, de manière périodique, les rapports de surveillance à l'organisme de contrôle externe, tels que visés à l'article 13, § 2, 3°;

14° récolte et communique régulièrement à l'organisme de contrôle externe, les valeurs d'auscultation mesurées automatiquement et manuellement;

15° accompagne les inspections visuelles périodiques, nécessaires à l'établissement du rapport de visite, réalisé par l'organisme de contrôle externe, telles que visées à l'article 13, § 2, 5°;

16° met à disposition de l'organisme de contrôle externe, lors de visites sur site visées au 15°, les moyens nécessaires à l'accompagnement ainsi que les différents documents utilisés dans le cadre de l'exploitation sécurisée du barrage-réservoir;

17° participe à l'élaboration des Plans de gestion des risques d'inondations, en abrégé le PGRI, tels que visés par l'article D.53-3 du Code de l'Environnement contenant des dispositions diverses en matière de politique de l'eau;

18° établit, en fonction des différents scénarios, les PIU. Ces différents scénarios sont déterminés au travers d'une analyse des risques de sécurité qui détermine les situations de crises étudiées et qui font l'objet d'une révision périodique;

19° organise et réalise des exercices combinés visant à tester la cohérence et l'efficacité de leurs PIU respectifs;

20° demande, en cas de besoin, l'intervention du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs. Ce dernier peut faire intervenir la Direction de la Gestion hydrologique ou le Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX);

21° met en place une procédure ou mécanisme de décision relatif à la gestion anticipative et au délestage des barrages-réservoirs, tel que prévu à l'article 14, alinéa 2, 2°, en concertation avec la Direction de la Gestion hydrologique et le Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX);

22° avertit immédiatement, en cas de crise ou de situation d'urgence, le Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX) et la Direction de la Gestion hydrologique.

Art. 17. L'exploitant du barrage-réservoir :

1° développe, actualise et utilise un outil dynamique de gestion basé sur un modèle mathématique permettant d'estimer le volume d'eau entrant dans l'ouvrage en fonction des données et prévisions météorologiques et des phénomènes de ruissellement propres au bassin versant amont du barrage-réservoir concerné;

2° participe à la modélisation de l'impact du délestage de barrage-réservoir, développée par le gestionnaire de cours d'eau en aval;

3° modélise l'impact de la rupture partielle ou totale du barrage réservoir, qui servira de base à l'analyse des risques de sécurité visée à l'article 13, § 2, 8°, et à l'élaboration des PPUI visés au 5°, *a*). Le résultat de cette modélisation est transmis à l'organisme de contrôle externe et au Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs;

4° intègre un plan d'alarme, avec montée en puissance en différents niveaux d'alarmes, avec des règles à respecter pour chaque niveau, tel que défini par règle technique;

5° participe, à la demande des autorités compétentes en matière de planification d'urgence et de gestion de crise en vertu de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, à :

a) l'élaboration des plans particuliers d'urgence et d'intervention, en abrégé PPUI ; des plans généraux d'urgence et d'intervention, en abrégé PGUI ; et du plan de mise à l'abri et d'évacuation dans le cadre des plans d'urgence et d'intervention, en abrégé PUI, en fournissant les données techniques nécessaires à leur bonne réalisation, ainsi que les informations sur les risques liés au fonctionnement des barrages-réservoirs;

b) l'organisation et à la réalisation d'exercices visant à tester les plans d'urgence et d'intervention visés au point *a*).

Art. 18. Aussi longtemps que le barrage-réservoir peut accumuler ou retenir de l'eau, des boues et d'autres matériaux transportés par l'eau accumulée, l'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, gère de manière effective et en personne suffisamment prudente et diligente, de façon à garantir la sécurité de l'ouvrage et ses équipements, des biens, des personnes ou de l'environnement, et reste soumis aux obligations qui lui sont imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. Faute d'exploitant, le propriétaire du bien-fonds est responsable du respect de ces obligations.

CHAPITRE 4. — Consultation

Section 1^{re}. — Comité de secteur

Art. 19. Le CBGB fait office de comité de secteur pour les matières traitées dans le présent décret.

Les objectifs du comité de secteur visé à l'alinéa 1^{er} sont :

1° donner des avis sur toute question relative aux règles techniques;

2° à la demande du Ministre, donner des avis sur toute question relative aux directives techniques;

3° de sa propre initiative, ou à la demande du Ministre ou de son délégué, faire des propositions sur des questions relatives à la sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs;

4° permettre au Ministre ou à son délégué, ou au Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, d'informer les représentants des exploitants des barrages-réservoirs ou d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, de toute question susceptible d'intéresser le secteur de la gestion des barrages-réservoirs et de se concerter à ce sujet;

5° permettre aux représentants des exploitants des barrages-réservoirs ou d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, de soumettre au Ministre, ou à son délégué, ou au Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs :

a) les problèmes du secteur qu'ils représentent et de se concerter à ce sujet;

b) les propositions d'amélioration continue du niveau global de gestion de sécurité des barrages-réservoirs et de leurs infrastructures.

Section 2. — Comité de consultation de bassin

Art. 20. Pour chaque bassin versant concerné, il est créé un comité de consultation, qui est un organe de dialogue entre l'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, les autorités publiques et la population concernée.

Chaque comité de consultation émet, sur initiative propre ou sur demande du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, des recommandations concernant les modalités locales de traduction des orientations stratégiques en matière de sécurité des barrages-réservoirs définies préalablement par le Gouvernement, compte tenu du contexte, de l'évolution du climat, des contraintes d'exploitation, du budget, et concernant toute autre question d'affectation du barrage-réservoir.

Chaque comité de consultation peut également, à la demande du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, émettre un avis, sur les principes de régulation et les développements en cours ou à venir, ainsi que la gestion des événements particuliers de la période écoulée, exposés par les exploitants. L'avis est émis sous forme de procès-verbal de séance signé par le président de séance et le secrétaire, et reprenant le point de vue des participants. Il est transmis dans les trois jours qui suivent la séance.

Chaque comité de consultation de bassin versant se réunit au minimum une fois par an, à l'initiative du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs. Ces réunions ne donnent pas lieu à rémunération ou avantage en nature, sous quelque forme que ce soit.

Art. 21. § 1^{er}. Chaque comité de consultation de bassin versant est composé des membres suivants :

1° un représentant du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs;

2° de représentants des exploitants;

3° un représentant du gestionnaire de cours d'eau en aval du ou des exploitants des autres barrages-réservoirs inclus dans le bassin versant;

4° un représentant du Contrat de rivière compétent sur le bassin versant;

5° un représentant du Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX);

6° un représentant de la Direction de la Gestion hydrologique (DGH).

§ 2. Sont invités à participer aux réunions du Comité de consultation visé au paragraphe 1^{er} :

1° le gouverneur de chaque province située dans le périmètre dudit bassin versant;

2° le bourgmestre et un membre du conseil communal de chaque commune située dans le périmètre dudit bassin versant;

3° un représentant de chaque zone de secours concernée et de la Protection civile;

4° un représentant de la population locale de chaque commune située dans le périmètre du bassin-versant désigné par le Ministre, sur proposition du Conseil communal.

§ 3. Deux tiers au maximum des membres du comité de consultation visés au paragraphe 1^{er} sont du même sexe.

§ 4. Le comité de consultation peut, sur demande d'un de ses membres, décider d'inviter des experts ou des représentants d'associations.

§ 5. Le comité de consultation est présidé par le Ministre ou son délégué.

Art. 22. Le comité de consultation adopte un règlement d'ordre intérieur lors de sa première réunion.

Le règlement détermine notamment :

1° les modalités de convocation et d'exécution de la mission de secrétariat;

2° les modalités d'élaboration et de communication de l'ordre du jour;

3° les modalités de déroulement des réunions;

4° les modalités de prise de décisions;

5° la périodicité des réunions.

Le secrétariat du comité de consultation établit le procès-verbal de chacune des réunions.

CHAPITRE 5. — Sécurité des Infrastructures et de la population

Section 1^{re}. — Exploitation

Art. 23. § 1^{er}. Les barrages-réservoirs et les installations de production hydroélectrique ou équipements de prélèvement d'eau qui se situent, au moins en partie, à l'intérieur de celui-ci ou participent à la restitution hydraulique, à des fins de potabilisation d'eau potable ou tout autre usage, sont exploités conformément aux dispositions du présent décret et ses arrêtés d'exécution, y compris les règles et directives techniques visées à l'article 4, et à l'état de la science et de la technique tel que promu par le CIGB, de sorte que leur sécurité reste assurée dans tous les cas de charge et d'exploitation prévisibles.

§ 2. La retenue doit pouvoir être vidée en prévision des travaux de contrôle et d'entretien et son niveau doit pouvoir être abaissé en cas de situation d'urgence. A cet effet, les barrages-réservoirs de classe A et B sont équipés au moins d'un dispositif de vidange.

§ 3. La capacité d'évacuation des organes de sécurité est assurée et l'indisponibilité totale ou partielle, en cas d'intervention ou de maintenance, est limitée à un délai raisonnable suivant une analyse de risque préalable.

§ 4. Une réserve d'emportement évolutive pour les barrages-réservoirs est assurée toute l'année en fonction des moments de l'année, des prévisions et des données météorologiques et hydrologiques.

Le Gouvernement détermine les modalités de constitution de la réserve d'emportement évolutive, après avis du Comité de consultation de bassin visé à l'article 20. Il établit la liste des barrages-réservoirs visés par l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — Communication sur les risques

Art. 24. L'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, communique, par voie électronique, la dernière version de son PIU, au Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX), aux gouverneurs des provinces, aux bourgmestres, aux zones de secours et aux zones de police, sur les territoires desquels se situe le barrage-réservoir, ainsi qu'aux autorités dont le territoire est susceptible d'être impacté par un événement en lien avec le barrage-réservoir.

Dans les deux ans qui suivent le renouvellement intégral des conseils communaux et des conseils provinciaux, l'exploitant invite les autorités mentionnées à l'alinéa 1^{er} à une séance d'information au cours de laquelle le PIU est présenté et expliqué.

Art. 25. Le Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, met en place un système de comptes-rendus obligatoires pour faciliter la collecte de renseignements sur les événements.

Les événements liés à l'exploitation, aux conditions techniques, à l'entretien et à la réparation des infrastructures, susceptibles de présenter un risque important pour la sécurité des infrastructures sont rapportés par le biais du système de comptes-rendus d'événements obligatoires visé à l'alinéa 1^{er}.

L'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations rédige et communique ces comptes-rendus, et le cas échéant, met en oeuvre les mesures correctives ou préventives appropriées requises. Il met également en place une procédure d'analyse des événements collectés.

Le traitement des comptes-rendus est effectué de manière à prévenir une utilisation des informations à d'autres fins que la sécurité, et garantit de manière appropriée la confidentialité de l'identité du notifiant et des personnes mentionnées dans les comptes-rendus d'événements.

CHAPITRE 6. — Contrôle

Section 1^{re}. — Contrôle par l'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs

Art. 26. § 1^{er}. Le Gouvernement exerce un contrôle global de sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs, à travers d'un système d'analyse du respect de la conformité réglementaire par les exploitants en fonction de leur importance sur la sécurité.

§ 2. Les niveaux de non-conformité sont classés par le Gouvernement de la manière suivante :

1° niveau 1 : lorsque la non-conformité est significative et réduit gravement la sécurité ou met en péril imminent la sécurité des barrages-réservoirs ou leurs infrastructures;

2° niveau 2 : lorsque la non-conformité est sérieuse et pourrait réduire la sécurité ou menacer gravement la sécurité des barrages-réservoirs ou leurs infrastructures;

3° niveau 3 : lorsque la non-conformité est marquante et pourrait réduire ou menacer la sécurité des barrages-réservoirs ou leurs infrastructures, et nécessite une vigilance renforcée.

§ 3. Le Gouvernement peut infliger des pénalités financières dont les montants sont de 500 euros minimum et de 2 500 euros maximum. Elles sont applicables aux exploitants défaillants, en fonction de la nature et du caractère répétitif des constats de non-conformité, ou du niveau insuffisant de mise en œuvre des actions correctives exigées.

Les montants repris à l'alinéa 1^{er} peuvent être indexés par le Gouvernement. Ce dernier détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

Section 2. — Obligation de collaborer à charge de l'exploitant

Art. 27. Pour l'accomplissement des missions du Gouvernement, en sa qualité d'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs, l'exploitant du barrage-réservoir ou l'exploitant d'autres conduites de prise d'eau et d'autres installations, est tenu de :

- 1° fournir les renseignements et les documents nécessaires;
- 2° donner l'accès aux installations sur simple demande;
- 3° accompagner et faciliter la visite des installations.

CHAPITRE 7. — *Traitement des données à caractère personnel*

Art. 28. § 1^{er}. Le service du Service public de Wallonie désigné par le Gouvernement traite les données à caractère personnel nécessaires à l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Ces données comprennent les informations suivantes :

- 1° les avertissements ou injonctions dressés en vertu du présent décret;
- 2° les pénalités infligées en vertu du présent décret;
- 3° la collecte et traitement des renseignements sur les événements consignés dans les comptes-rendus visés à l'article 25.

§ 2. Les données à caractère personnel visées au paragraphe 1^{er}, sont mises uniquement à la disposition des agents désignés par le Gouvernement. Ces données peuvent être utilisées seulement pour les finalités suivantes :

- 1° rencontrer la bonne exécution des dispositions contenues dans le présent décret ainsi que ses arrêtés d'exécution;
- 2° permettre la bonne exécution des procédures de sanctions administratives et poursuites pénales mentionnées;
- 3° en tant qu'aide à l'identification des auteurs;
- 4° pour des besoins d'ordre statistique;
- 5° à d'autres fins déterminées par le Gouvernement après avis de l'Autorité de protection des données.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 7, la mention des données visées au paragraphe 1^{er}, ou des sanctions administratives, ou des infractions, ainsi que les points y relatifs, sont effacés automatiquement cinq ans après le classement sans suite ou de l'exécution des décisions administratives ou judiciaires.

§ 4. Le responsable du traitement prend toutes les mesures qui garantissent la parfaite conservation des données à caractère personnel.

Les personnes qui reçoivent des données à caractère personnel dans le cadre des dispositions du présent décret prennent les mesures qui permettent de garantir le caractère confidentiel de ces données ainsi que l'usage aux seules fins prévues par ou en vertu du présent décret ou pour l'application de leurs obligations légales.

§ 5. Le responsable du traitement informe le titulaire des données visées au paragraphe 1^{er}. Cette information mentionne :

- 1° l'identité et l'adresse du responsable du traitement et de son représentant en Région wallonne;
- 2° la base légale ou réglementaire de la collecte des données;
- 3° le destinataire des données et la finalité en vue de laquelle les données recueillies sont utilisées;
- 4° les données à caractère personnel qui le concernent;
- 5° les possibilités de saisine de l'Autorité de protection des données et son adresse;
- 6° l'existence du droit d'accès aux données, du droit de rectification de celles-ci ainsi que les modalités d'exercice desdits droits;
- 7° la durée de conservation des données.

§ 6. Le Gouvernement détermine les modalités de création du fichier central. Il peut, après avis de l'Autorité de protection des données, préciser les informations y figurent, définir d'autres informations à y intégrer, autres que celles visées au paragraphe 1^{er} ainsi que leur délai de conservation ou encore les autres personnes qui peuvent avoir accès à ces données pour assurer son bon fonctionnement.

§ 7. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 50 000 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque accède aux données du fichier ou en fait usage, à l'exception des personnes autorisées conformément au présent article.

CHAPITRE 8. — *Disposition transitoire*

Art. 29. Les barrages-réservoirs qui ont été construits, mis ou remis en fonctionnement avant l'entrée en vigueur du présent décret, peuvent continuer leurs activités, pour autant que les exploitants mettent en place leur plan interne d'urgence, ainsi que les contrôles internes et externes prévus par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, au plus tard dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE 9. — *Disposition modificative*

Art. 30. Dans l'article 1^{er}, § 3, du décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques, sont insérés des 5° et 6° rédigés comme suit :

« 5° au paiement des études réalisées à la demande de l'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs visée par le décret relatif à la sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs, en lien avec leurs missions;

6° au financement du fonctionnement de l'autorité wallonne de sécurité des barrages-réservoirs visée par le décret relatif à la sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs. ».

CHAPITRE 10. — *Disposition finale*

Art. 31. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret. Le Gouvernement peut fixer des dates d'entrée en vigueur différentes pour chaque disposition.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 22 février 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1571 (2023-2024) N^{os} 1, 1^{ter} à 9.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 février 2024.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/004962]

22. FEBRUAR 2024 — Dekret über den sicheren Betrieb von Stauwerken (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, die Wallonische Regierung, sanktionieren Folgendes:

KAPITEL 1 — *Einleitende Bestimmungen**Abschnitt 1 — Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse gelten folgende Definitionen:

Ziffer 1 der Minister: der für Infrastrukturen zuständige Minister;

Ziffer 2 das CBGB: das Comité Belge des Grands Barrages, das durch den ministeriellen Erlass vom 5. Februar 1929 zur Gründung eines Belgischen Komitees für große Stauwerke ins Leben gerufen wurde;

Ziffer 3 das CIGB: das 1928 als Nichtregierungsorganisation gegründete Comité International des Grands Barrages;

Ziffer 4 Stauwerke: Bauwerke, die aus Infrastrukturen und Ausrüstungen bestehen und dazu bestimmt sind, einen Wasserspiegel anzuheben oder Wasser zu speichern, mit einem einzigen Zweck oder in Kombination mit anderen Zwecken wie der Regulierung von Wasserläufen, der Kappung von Hochwasser oder der Niedrigwasserunterstützung, der Erzeugung von Wasserkraft, der Speicherung einer Wasserreserve für die Trinkwasserversorgung, der Brandbekämpfung oder Freizeitaktivitäten auf Wasserflächen;

Ziffer 5 Staureserve: das nutzbare Reservevolumen zwischen der momentanen Seehöhe und der maximalen Seehöhe, die nicht überschritten werden darf. Diese Kapazität entspricht dem verfügbaren Volumen, das durch das Stauwerk gebildet wird, um bei einem Hochwasser eine Kappungsfunktion zu übernehmen;

Ziffer 6 Grundstückseigentümer: derjenige, der das Eigentum an dem Grundstück bzw. der geografischen Fläche besitzt, auf dem das Stauwerk und sein Reservoir errichtet werden;

Ziffer 7 Betreiber des Stauwerks: jede Person des öffentlichen oder privaten Rechts, die durch einen einseitigen Akt oder eine Vereinbarung oder einen Konzessions- oder Verwaltungsvertrag die Verwaltung des Bauwerks, seiner Ausrüstungen und der Höhe des durch das Stauwerk zurückgehaltenen Wassers ausübt, um die Sicherheit des Bauwerks zu gewährleisten oder um eine gewinnbringende oder nicht gewinnbringende wirtschaftliche Tätigkeit auf der Grundlage der Nutzung oder Umwandlung von Wasser aus dem See eines Stauwerkes zu ermöglichen;

Ziffer 8 Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen: jede Person des öffentlichen oder privaten Rechts mit Ausnahme des Betreibers des Stauwerks, die aufgrund einer Vereinbarung, eines Konzessionsvertrags oder eines Verwaltungsvertrags eine Wasserkraftanlage oder eine Wasserentnahmeeinrichtung, die sich

zumindest teilweise innerhalb des Körpers des Stauwerks befindet oder an der hydraulischen Rückgabe beteiligt ist, zum Zweck der Trinkwasseraufbereitung oder einer anderen Verwendung besitzt oder betreibt;

Ziffer 9 Stelle für die externe Kontrolle von Stauwerken: das nach Artikel 11 Absatz 2 zugelassene Unternehmen;

Ziffer 10 die externe Kontrolle von Stauwerken: die Gesamtheit der im vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen vorgesehenen Aufgaben, die unter der Aufsicht der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke ausgeführt werden, mit dem Ziel, zu überprüfen, ob die mit dem Betrieb der Stauwerke verbundenen Risiken wirksam und in einer ausreichend umsichtigen und sorgfältigen Person gehandhabt werden, um die Sicherheit der Arbeitnehmer und der Bevölkerung zu gewährleisten;

Ziffer 1 das Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel I.1, Ziffer 1, des Wirtschaftsgesetzbuches;

Ziffer 12 DTR: das technische Referenzdossier (dossier technique de référence), das Quelledossier des Bauwerks, das vom Betreiber erstellt und der Fremdüberwachungsstelle vorgelegt oder gegebenenfalls von der Fremdüberwachungsstelle auf der Grundlage der vom Betreiber bereitgestellten Informationen erstellt wurde. Es umfasst alle Dokumente über das Bauwerk, die eine möglichst vollständige Kenntnis seiner genauen Konfiguration, seines Fundaments, seiner Nebenbauwerke, seiner hydrologischen, geomorphologischen und geologischen Umgebung sowie seines Betriebs und der seit seiner Inbetriebnahme eingetretenen Ereignisse ermöglichen;

Ziffer 13 Überwachungsbericht: der vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmleitungen und anderer Anlagen erstellte Bericht, der alle Dokumente der von ihm durchgeführten internen Kontrollen enthält und in dem die Ergebnisse der Kontrollen der Ausrüstungen des Stauwerks, der Sichtkontrollen und der Messungen seit der Erstellung des vorherigen Überwachungsberichts enthalten sind;

Ziffer 14 Untersuchungsbericht: das von der externen Kontrollstelle fortlaufend oder periodisch erstellte zusammenfassende Dokument, das die Ergebnisse der Messungen und die gesamte oder teilweise Verhaltensanalyse des Stauwerks enthält. Er beruht auf der Analyse von Messungen, die von einem für jedes Stauwerk spezifischen Instrumentarium geliefert werden;

Ziffer 15 Besichtigungsbericht: ein ausführliches Dokument, das von der externen Kontrollstelle bei jeder regelmäßigen Besichtigung des Stauwerks erstellt wird und die Ergebnisse der visuellen Inspektion des Zustands der Strukturen, der Messgeräte und der Aufbereitungsanlagen enthält;

Ziffer 16 Notsituation: eine Notsituation gemäß der Definition in Artikel 1 Ziffer 3 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Notfallplanung und das Management von Notsituationen auf Gemeinde- und Provinzebene und die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordinierung oder ein Management auf nationaler Ebene erfordern;

Ziffer 17 interner Notfalleinsatzplan (INE): der interne Notfallplan gemäß Artikel 1, Ziffer 8 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Notfallplanung und das Management von Notsituationen auf Gemeinde- und Provinzebene und die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordinierung oder ein Management auf nationaler Ebene erfordern;

Ziffer 18 Stresstest: die Übung, bei der eine oder mehrere vernünftigerweise vorhersehbare Risikosituationen simuliert werden, um die Widerstandsfähigkeit des Stauwerks gegenüber solchen Situationen zu untersuchen und zu bewerten. Der Stresstest dient dazu, den tatsächlichen Sicherheitszustand des Stauwerks zu ermitteln und ermöglicht es, sich ein Gesamtbild der Situation zu verschaffen, um eine Aussage darüber treffen zu können, ob Korrektur- oder Änderungsmaßnahmen ergriffen werden müssen, um einen ausreichenden Sicherheitszustand des Stauwerks zu gewährleisten;

Ziffer 19 Einzugsgebiet: das geografische Gebiet, in dem sich das Wasser eines einzelnen Gewässersystems sammelt. Er wird flussaufwärts durch die Saumlinie und flussabwärts durch den Austrittspunkt begrenzt;

Ziffer 20 Entlastung: die Rückgabe eines mehr oder weniger großen Wasservolumens [m³] und in einem bestimmten Abflussbereich [m³/s] an den flussabwärts gelegenen Fluss infolge von Hochwasserkappungserfordernissen oder Erfordernissen im Zusammenhang mit der Sicherheit des Stauwerks;

Ziffer 21 Turbinieren: die erzwungene Rückgabe einer Wassermenge aus dem Stauwerk an den stromabwärts gelegenen Fluss zum Zweck der Stromerzeugung und der Aufrechterhaltung oder Absenkung des Wasserspiegels;

Ziffer 22 Instandhaltung: die Gesamtheit der Tätigkeiten, die dazu dienen, ein Gut in einem bestimmten Zustand oder unter bestimmten Bedingungen zu erhalten oder wiederherzustellen, damit es eine erforderliche Funktion erfüllen kann;

Ziffer 23 gewöhnliche Instandhaltung: regelmäßige Instandhaltung, vorbeugend durch Überwachung der Bauwerke oder ihrer Ausrüstung oder korrektiv durch Fehlerbehebung und eventuellen Austausch defekter Komponenten;

Ziffer 24 Außerordentliche Instandhaltung: der planmäßige Austausch von Bauwerken, Teilen von Bauwerken, Ausrüstungsgegenständen oder Unterbaugruppen, sobald deren Lebensdauer nahezu erreicht ist oder erreicht wird oder nach einer gewünschten Modernisierung zur Verbesserung der Funktionalität oder zur Optimierung des Betriebs;

Ziffer 25 technische Vorschriften: die von der Regierung festgelegten technischen Spezifikationen für die Betriebssicherheit, in denen die Grundsätze für Verfahren, Kontrollen und Konformitätsbewertungsverfahren usw. festgelegt sind, sowie andere Anforderungen, die zum Schutz von Gütern, Personen oder der Umwelt auferlegt werden;

Ziffer 26 technische Richtlinien: dringende technische Spezifikationen in Bezug auf die Betriebssicherheit, die vom Minister festgelegt werden;

Ziffer 27 Nichtkonformität: das Versagen, die Nichtausführung oder die Nichteinhaltung der Anforderungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse oder der technischen Regeln und Richtlinien im Bereich der Sicherheit oder der von der externen Kontrollstelle ausgesprochenen Empfehlungen;

Ziffer 28 Alarmplan: Das vom Betreiber des Stauwerks verfasste Dokument, in dem die Regeln für den Umgang mit den Alarmstufen (Gefahrenstufen, die speziell für Stauanlagen gelten) sowie die Kommunikations- und Einsatzkette definiert und festgelegt sind;

Ziffer 29 Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX): das Zentrum für Risikokoordination und Weitergabe von Fachwissen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat;

Ziffer 30 die Direktion für hydrologisches Management: die in Artikel D.54 des Wassergesetzes vorgesehene Stelle.

Abschnitt 2 — Anwendungsbereich

Art. 2 - Paragraph 1. Dieses Dekret legt Regeln für die Betriebssicherheit fest, die von den Betreibern von Stauwerken oder von den Betreibern anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen entsprechend der von ihnen betriebenen Infrastruktur umzusetzen sind. Es bezieht sich auf die unten beschriebenen Stauwerke und ihre Ausrüstung:

Ziffer 1 Klasse A: Stauwerk nach der Formel: $H \geq 20$ und $(H^2 \times V_{0,5}) \geq 1500$;

Ziffer 2 Klasse B: das nicht in A eingestufte Stauwerk nach der Formel: $H \geq 10$ und $(H^2 \times V_{0,5}) \geq 200$.

In den Formeln, die in Absatz 1 genannt werden:

ist H die Höhe des Bauwerks, ausgedrückt in Metern vom tiefsten Punkt des Fundaments bis zum Scheitelpunkt;

bezeichnet V das Referenzvolumen, ausgedrückt in Millionen Kubikmetern.

Paragraph 2. Die Regierung ist befugt, eine Liste der Stauwerke zu erstellen und für jedes Stauwerk besondere Bestimmungen zu erlassen, um die Anforderungen an die Betriebssicherheit an besondere Umstände anzupassen.

Paragraph 3. Die Regierung ist befugt, Bauwerke, die Merkmale aufweisen, die mindestens einem Stauwerk der Klasse B gleichgestellt sind, ganz oder teilweise dem vorliegenden Dekret zu unterstellen, um die Anforderungen an die Betriebssicherheit an besondere Umstände anzupassen.

Paragraph 4. Die Regierung erstellt die Liste der Wassereinzugsgebiete für die von diesem Dekret erfassten Stauwerke.

*KAPITEL 2 — Die wallonische Behörde für die Sicherheit von Stauwerken und die externe Kontrollstelle**Abschnitt 1 — Die wallonische Behörde für die Sicherheit von Stauwerken*

Art. 3 - Paragraph 1. Die Regierung übt die Rolle der wallonischen Sicherheitsbehörde für Stauwerke aus.

Paragraph 2. Die Regierung, in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit von Stauwerken:

Ziffer 1 ist dafür verantwortlich, dass alle Aspekte der Betriebssicherheit der Stauwerke beachtet werden, und trifft die erforderlichen Vorkehrungen, um die Übereinstimmung mit dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen, einschließlich der in Artikel 4 genannten Richtlinien und technischen Vorschriften, zu gewährleisten;

Ziffer 2 übermittelt dem Wallonischen Parlament jährlich auf elektronischem Wege einen Bericht, der den Konformitätsstand in Sachen Sicherheit der Stauwerke in der Wallonischen Region enthält;

Ziffer 3 übermittelt eine Kopie des in Ziffer 2 genannten Berichts an das Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX).

Art. 4 - Die technischen Sicherheitsvorschriften für den Betrieb von Stauwerken werden von der Regierung nach Stellungnahme des in Artikel 19 genannten Sektorausschusses erlassen.

Die technischen Richtlinien für den sicheren Betrieb von Stauwerken werden vom Minister festgelegt.

Die in den Absätzen 1 und 2 genannten technischen Vorschriften und technischen Richtlinien werden nach Stellungnahme der betroffenen Betreiber unter Berücksichtigung der verschiedenen Funktionen der Stauwerke erlassen.

Art. 5 - Die Regierung bewertet in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke die korrekte Ausführung der Aufgaben der externen Kontrollstelle, die ihr durch das vorliegende Dekret und seine Ausführungserlasse übertragen werden. Sie überwacht die Einhaltung der Bedingung, dass die externe Kontrollstelle vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen unabhängig ist.

Die Aufsicht über die externe Prüfung nach Absatz 1 kann durch Audits in den Räumlichkeiten der externen Prüfstelle erfolgen. Die Anhörung von Fachleuten, die an einer externen Kontrollmission beteiligt sind, ist auch ein Mittel zur Kontrolle der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke.

Art. 6 - Paragraph 1. Die Regierung prüft in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke, ob der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen die in den von der externen Kontrollstelle erstellten Berichten enthaltenen Empfehlungen berücksichtigt, um das Bauwerk in Übereinstimmung mit den Vorschriften zu bringen.

Paragraph 2 Im Falle eines schwerwiegenden Verstoßes erlässt die Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke dem betreffenden Betreiber des Stauwerks oder anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen Anordnungen mit einer Frist für die Durchführung. Als schwerer Verstoß gilt die Nichteinhaltung der in Artikel 4 genannten technischen Vorschriften oder technischen Richtlinien oder der von der externen Kontrollstelle herausgegebenen Empfehlungen, die direkt oder indirekt die Betriebssicherheit des Bauwerks betreffen, sowie die wiederholte Nichteinhaltung der durch oder aufgrund dieses Dekrets auferlegten Pflichten.

Paragraph 3. Im Falle der Nichtbefolgung der in Paragraph 2 genannten Anordnungen ist die Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke befugt, die Anwendung von Maßnahmen zur Herstellung des sicheren Zustands des betreffenden Stauwerks sowie seiner Ausrüstungen anzuordnen und die Bedingungen festzulegen, unter denen diese Maßnahmen aufgehoben werden können.

Art. 7 - Die Anträge auf Zulassung sowie die Anträge auf Anerkennung der in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union erhaltenen Zulassungen zur Durchführung der Aufgaben der externen Kontrolle von Stauwerken werden nach dem Verfahren des Artikels 10 Absatz 2 geprüft.

Art. 8 - Die Regierung stellt sicher, dass der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen ein Verfahren oder einen Entscheidungsmechanismus bezüglich der vorausschauenden Verwaltung und der Entlastung der Stauwerke im Falle einer meteorologischen oder hydraulischen Warnung, einer Vorwarnung oder einer Hochwasserwarnung oder im Falle von Risiken, die der Infrastruktur des Bauwerks inhärent sind, wie in Artikel 16, Ziffer 21 vorgesehen, einrichtet.

Art. 9 - Die Regierung als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke sorgt in Zusammenarbeit mit dem in Artikel 19 genannten Sektorausschuss für die ständige Verbesserung des Gesamtniveaus des Sicherheitsmanagements der Stauwerke und ihrer Infrastrukturen.

Abschnitt 2 — Die externe Kontrollstelle

Art. 10 - Die regelmäßige externe Kontrolle von Stauwerken der Klassen A und B wird vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen oder gemeinsam an zugelassene, spezialisierte und unabhängige externe Kontrollunternehmen vergeben. Die Kosten für die externe Kontrolle sind von den Betreibern zu tragen.

Die Regierung bestimmt:

Ziffer 1 die technischen Voraussetzungen und Kompetenzen, auf deren Grundlage die Unternehmen zugelassen werden;

Ziffer 2 die Modalitäten für die Ausstellung und die Gültigkeitsdauer der erteilten Zulassung;

Ziffer 3 die Bedingungen und Modalitäten der Zulassung von in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union erhaltenen Zulassungen im Hinblick auf die Durchführung der Aufgaben der externen Kontrolle der Stauwerke in der Wallonischen Region;

Ziffer 4 die Modalitäten für die Kontrolle, die Verweigerung oder den Entzug der Zulassung sowie für die Einlegung von Rechtsmitteln.

Art. 11 - Die externe Kontrollstelle:

Ziffer 1 ist gegenüber dem Betreiber des Stauwerks oder dem Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen unabhängig;

Ziffer 2 verfügt über nachgewiesene Fachkenntnisse in den Bereichen Stauwerkbau, Bauingenieurwesen, Geotechnik, Elektromechanik und Risikoanalyse. Dieses Fachwissen besteht länger als zehn Jahre und kann in Belgien oder im Ausland erworben worden sein;

Ziffer 3 nimmt seit mindestens zehn Jahren in Belgien oder im Ausland ganz oder teilweise Aufgaben wahr, die mit den in Artikel 13, Paragraph 2 genannten vergleichbar sind;

Ziffer 4 verfügt über eine schnelle Reaktionsfähigkeit zur Mobilisierung und ist in der Lage, ein lokales Gutachten zu erstellen;

Ziffer 5 verfügt über die erforderlichen Spezialisten, um während der gesamten Vertragsdauer der externen Prüfung alle in der externen Prüfung vorgesehenen Leistungen zu erbringen, und verfügt über die Fähigkeit, die Kontinuität der externen Prüfung zu gewährleisten, falls einer der Spezialisten vorübergehend oder endgültig nicht zur Verfügung steht.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 müssen der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen und die externe Kontrollstelle entweder verschiedenen Unternehmen angehören oder Teil desselben Unternehmens oder derselben Unternehmensgruppe sein, wobei in diesem Fall das Unternehmen oder die Unternehmensgruppe, zu dem/der die externe Kontrollstelle und der Betreiber gehören, über eine spezifische und völlig unabhängige Hierarchie verfügt. Im letzteren Fall muss es sich bei der externen Kontrollstelle um ein Unternehmen handeln, das auch für andere Unternehmen als die des Konzerns, dem es angehört, Aufgaben der gleichen Art wahrnimmt.

Art. 12 - Im Rahmen der in Artikel 5, Absatz 2 genannten Audits antwortet die Kontrollstelle auf die verschiedenen Anfragen, die von der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit von Stauwerken formuliert wurden.

Art. 13 - Paragraph 1. Die externe Kontrollstelle prüft, ob die vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen eingesetzten Mittel für die technische Betriebssicherheit den in diesem Dekret und seinen Ausführungserlassen vorgesehenen Regeln und technischen Sicherheitsrichtlinien entsprechen.

Paragraph 2. Die externe Kontrollstelle:

Ziffer 1 überprüft, analysiert und interpretiert die vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen entnommenen und übermittelten Daten;

Ziffer 2 analysiert die vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Einlassleitungen und anderer Anlagen gelieferten Untersuchungsdaten, um sie mit früheren Daten zu vergleichen und so vorbeugend mögliche anormale Abweichungen von Datenwerten, Drifts von Geräten oder Messketten zu erkennen und so regelmäßig zu warnen;

Ziffer 3 überprüft die Überwachungsberichte der Stauwerke:

a) für Klasse A: vierteljährlich;

b) für Klasse B: jährlich;

Ziffer 4 erstellt auf der Grundlage der unter Ziffer 2 genannten Daten Untersuchungsberichte wie folgt:

a) Klasse A: jährlich; Diese Daten sind vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen spätestens jeden Monat zu übermitteln;

b) Klasse B: alle drei Jahre. Diese Daten sind vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen spätestens vierteljährlich zu übermitteln;

Ziffer 5 fertigt nach jedem Besuch zur visuellen Inspektion einen ausführlichen und dokumentierten Bericht über den Besuch an und stellt ihn dem betreffenden Betreiber zur Verfügung;

a) für Klasse A: jährlich;

b) für Klasse B: alle fünf Jahre;

Ziffer 6 überprüft, ob das DTR, das vom Betreiber des Stauwerks oder vom Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen erstellt wurde, vollständig ist und regelmäßig, mindestens alle fünf Jahre, aktualisiert wird;

Ziffer 7 unterstützt bei Bedarf den Betreiber des Stauwerks oder den Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen bei der Aktualisierung des DTR;

Ziffer 8 überprüft alle fünf Jahre den internen Notfalleinsatzplan (INE) des Betreibers des Stauwerks und des Betreibers anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen. Zu diesem Zweck führt sie regelmäßige Analysen der verschiedenen Szenarien anhand von Analysen der Sicherheitsrisiken und der technischen Entwicklungen durch. Diese Analysen der untersuchten Krisensituationen umfassen: hydrologische Krisen, Stromausfall, geologische und seismische Probleme, Umweltverschmutzung, Böswilligkeit, Terrorismus, Cyberangriffe, bewaffnete Konflikte, teilweisen oder vollständigen Bruch des Stauwerks und andere Situationen. Sie kann Audits für Stresstests durchführen. Die Ergebnisse dieser Analysen werden dem betreffenden Betreiber und der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke übermittelt;

Ziffer 9 validiert die Aktualisierungen der Sicherheitsbewertung von Stauwerken:

b) für Klasse A: alle zehn Jahre;

b) für Klasse B: alle fünfzehn Jahre;

In Bezug auf Absatz 1, Ziffer 9 muss die Sicherheitsbewertung für den Bau, den Wiederaufbau oder den Betrieb eines Stauwerks nachweisen, dass im Falle eines Hochwassers keine erhöhten Risiken für die öffentliche Sicherheit bestehen.

Paragraph 3. Im Anschluss an jede Kontrolle übermittelt die externe Kontrollstelle dem Betreiber des Stauwerks oder dem Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen eine Liste der Feststellungen der Nichtkonformität sowie die zu berücksichtigenden Empfehlungen zur Herstellung der Konformität des Bauwerks.

Die externe Kontrollstelle verfasst außerdem einen jährlichen zusammenfassenden Bericht über den Stand der Einhaltung der Sicherheitsvorschriften beim Betrieb jedes Bauwerks. Die externe Kontrollstelle übermittelt den Bericht auf elektronischem Wege an die Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke.

KAPITEL 3 — *Der Betreiber*

Art. 14 - Der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen stellt den Betrieb sowie die interne Kontrolle der von ihm betriebenen Infrastruktur sicher.

Der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen, je nachdem, welche Infrastruktur er betreibt, stellt sicher:

Ziffer 1 dass er über einen Plan für den Betrieb des Bauwerks verfügt und diesen aufrechterhält, indem er mit ausreichender Vorsicht und Sorgfalt vorgeht, um die Betriebsrisiken für die Bevölkerung und die Umwelt unterhalb des Bauwerks zu begrenzen;

Ziffer 2 dass in Notsituationen der Anstieg des Wasserspiegels durch sofortiges Turbinieren oder sogar Entlastung begrenzt oder verhindert wird.

Art. 15 - Der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen, ist für die Sicherheit der von ihm betriebenen Infrastruktur verantwortlich. In diesem Rahmen ergreift er alle notwendigen Sicherheits- und Kontrollmaßnahmen, die sich aus den Vorschriften des vorliegenden Dekrets, seinen Durchführungserlassen und den von der externen Kontrollstelle gegebenen Empfehlungen ergeben.

Der Betrieb des Stauwerks oder der Betrieb anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen unterliegt der Kontrolle durch die in Kapitel 2 Abschnitt 2 genannte Stelle der externen Kontrolle. Zu diesem Zweck nimmt der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen die Dienste einer zugelassenen externen Kontrollstelle für die von ihm betriebenen Infrastrukturen in Anspruch.

Art. 16 - Der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen, je nach der von ihm betriebenen Infrastruktur:

Ziffer 1 führt regelmäßig und kontinuierlich die Überprüfungen, Messungen, Funktionskontrollen und Untersuchungen durch, die zur Beurteilung des Zustands und des Verhaltens des Stauwerks erforderlich sind, und unverzüglich die Auswertung der Ergebnisse veranlasst;

Ziffer 2 gewährleistet einen Mechanismus für die Betriebsbereitschaft, die Bewachung und die Überwachung der Stauwerke, wie er in einer technischen Vorschrift festgelegt ist. Im Krisenfall ermöglicht dieser Bereitschaftsmechanismus eine kontinuierliche Betreuung auch außerhalb der Betriebszeiten;

Ziffer 3 nimmt die Liste der Nichtkonformitäten zur Kenntnis, auf die im Bericht der externen Kontrollstelle hingewiesen wurde, und erstellt in Absprache mit der externen Kontrollstelle eine Liste der Verbesserungen, die durchgeführt werden müssen, um die Konformität herzustellen. Er erstellt außerdem einen Korrekturmaßnahmenplan unter Berücksichtigung der Empfehlungen der externen Kontrollstelle und legt diesen jährlich der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke vor;

Ziffer 4 setzt innerhalb einer angemessenen Frist den unter Ziffer 3 genannten Korrekturmaßnahmenplan um;

Ziffer 5 setzt die Maßnahmen zur Herstellung des sicheren Zustands und die Anordnungen um, die von der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke angeordnet werden;

Ziffer 6 plant und führt die ordentliche und außerordentliche Instandhaltung durch, nimmt die Reparatur von Schäden innerhalb kürzester Zeit und je nach Kritikalität der Ausrüstung vor, behebt Sicherheitsmängel, die mit der strukturellen Integrität des Bauwerks in Zusammenhang stehen;

Ziffer 7 stattet das Bauwerk so aus oder wandelt es um, dass die Risiken, die mit möglichen Sicherheitsmängeln verbunden sind, beherrscht werden;

Ziffer 8 gewährleistet der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke und der externen Kontrollstelle den freien Zugang zu den Standorten, Bauwerken und Ausrüstungen;

Ziffer 9 informiert die Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke und die externe Kontrollstelle über die Anbringung, die Änderung und die Modalitäten der Verwendung von Überwachungs- und Messvorrichtungen;

Ziffer 10 beaufsichtigt und überprüft die Funktionsfähigkeit von Sensoren und Messgeräten;

Ziffer 11 führt interne visuelle Inspektionen durch, die die erste Stufe der internen Kontrolle darstellen. Auf der Grundlage dieser Inspektionen erstellt er einen Bericht und übermittelt ihn an die externe Kontrollstelle;

Ziffer 12 erstellt und aktualisiert das DTR, indem er alle technischen Informationen von der Entwurfsphase bis zur Renovierungsphase zusammenstellt;

Ziffer 13 erstellt in regelmäßigen Abständen die in Artikel 13, Paragraph 2, Ziffer 3 genannten Überwachungsberichte und leitet sie an die externe Kontrollstelle weiter;

Ziffer 14 sammelt die automatisch und manuell gemessenen Messwerte und meldet sie regelmäßig an die externe Kontrollstelle;

Ziffer 15 begleitet die regelmäßigen visuellen Inspektionen, die für die Erstellung des Besuchsberichts erforderlich sind, der von der externen Kontrollstelle durchgeführt wird, wie in Artikel 13, Paragraph 2, Ziffer 5 erwähnt;

Ziffer 16 stellt der externen Kontrollstelle bei den in Ziffer 15 genannten Besuchen vor Ort die für die Begleitung erforderlichen Mittel sowie die verschiedenen Dokumente, die im Rahmen des sicheren Betriebs des Stauwerks verwendet werden, zur Verfügung;

Ziffer 17 beteiligt sich an der Erstellung der Pläne für das Hochwasserrisikomanagement, kurz PGRI, gemäß Artikel D.53-3 des Umweltgesetzbuchs mit verschiedenen Bestimmungen zur Wasserpolitik;

Ziffer 18 legt in Abhängigkeit von den verschiedenen Szenarien die INE fest. Diese verschiedenen Szenarien werden durch eine Sicherheitsrisikoanalyse bestimmt, die die untersuchten Krisensituationen festlegt und die regelmäßig überprüft werden;

Ziffer 19 organisiert und führt kombinierte Übungen durch, um die Kohärenz und Effizienz ihrer jeweiligen INE zu testen;

Ziffer 20 fordert im Bedarfsfall das Eingreifen der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke. Diese kann die Direktion für hydrologisches Management oder das Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX) einschalten;

Ziffer 21 führt in Abstimmung mit der Direktion für hydrologisches Management und dem Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX) ein Verfahren oder einen Entscheidungsmechanismus für die vorausschauende Bewirtschaftung und die Entlastung von Talsperren gemäß Artikel 14, Absatz 2, Ziffer 2 ein;

Ziffer 22 benachrichtigt im Falle einer Krise oder Notsituation sofort das Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX) und die Direktion für hydrologisches Management.

Art. 17 - Der Betreiber des Stauwerks:

Ziffer 1 entwickelt, aktualisiert und verwendet ein dynamisches Bewirtschaftungsinstrument, das auf einem mathematischen Modell basiert, mit dem die in das Bauwerk einfließende Wassermenge in Abhängigkeit von den meteorologischen Daten und Vorhersagen sowie von den Abflussphänomenen, die dem oberhalb des betreffenden Stauwerks gelegenen Einzugsgebiet eigen sind, geschätzt werden kann;

Ziffer 2 beteiligt sich an der Modellierung der Auswirkungen der Entlastung eines Stauwerks, die von dem Bewirtschafter der abwärts gelegenen Wasserläufe entwickelt wurde;

Ziffer 3 modelliert die Auswirkungen eines teilweisen oder vollständigen Bruchs des Stauwerks, die als Grundlage für die Analyse der Sicherheitsrisiken gemäß Artikel 13, Paragraph 2, Ziffer 8 und für die Ausarbeitung der in Ziffer 5, a) genannten SNEP dienen wird. Das Ergebnis dieser Modellierung wird der externen Kontrollstelle und der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke übermittelt;

Ziffer 4 integriert einen Alarmplan, mit Steigerung in verschiedene Alarmstufen, mit Regeln, die für jede Stufe einzuhalten sind, wie in der technischen Vorschrift festgelegt;

Ziffer 5 nimmt auf Ersuchen der Behörden, die gemäß dem Königlichen Erlass vom 22. Mai 2019 über die Notfallplanung und das Notfallmanagement auf Gemeinde- und Provinzebene und die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordinierung oder ein Management auf nationaler Ebene erfordern, für die Notfallplanung und das Krisenmanagement zuständig sind, teil an:

a) der Erstellung der speziellen Notfall- und Einsatzpläne, abgekürzt SNEP; der allgemeinen Notfall- und Einsatzpläne, abgekürzt ANEP; und des Schutz- und Evakuierungsplans im Rahmen der internen Notfall- und Einsatzpläne, abgekürzt iNEP, durch Bereitstellung der technischen Daten, die für ihre ordnungsgemäße Erstellung erforderlich sind, sowie von Informationen über die Risiken, die mit dem Betrieb von Stauwerken verbunden sind;

b) der Organisation und Durchführung von Übungen zur Erprobung der unter Buchstabe a) genannten Notfall- und Einsatzpläne.)

Art. 18 - Solange das Stauwerk Wasser, Schlamm und andere Materialien, die durch das aufgestaute Wasser transportiert werden, ansammeln oder zurückhalten kann, betreibt der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen das Stauwerk effektiv und als hinreichend umsichtige und sorgfältige Person, um die Sicherheit des Bauwerks und seiner Ausrüstung, von Gütern, Personen oder der Umwelt zu gewährleisten, und unterliegt weiterhin den Verpflichtungen, die ihm durch dieses Dekret und seine Ausführungserlasse auferlegt werden. Wenn es keinen Betreiber gibt, ist der Eigentümer des Grundstücks für die Einhaltung dieser Pflichten verantwortlich.

KAPITEL 4 — *Beratung*

Abschnitt 1 — Sektorausschuss

Art. 19 - Das CBGB fungiert als Sektorausschuss für die in diesem Dekret behandelten Angelegenheiten.

Die Ziele des in Absatz 1 genannten Sektorausschusses sind:

Ziffer 1 Stellungnahmen zu allen Fragen im Zusammenhang mit technischen Vorschriften abgeben;

Ziffer 2 auf Ersuchen des Ministers Stellungnahmen zu allen Fragen im Zusammenhang mit den technischen Richtlinien abgeben;

Ziffer 3 aus eigener Initiative oder auf Antrag des Ministers oder seines Beauftragten Vorschläge zu Fragen der Betriebssicherheit von Stauwerken machen;

Ziffer 4 dem Minister oder seinem Beauftragten oder der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke ermöglichen, die Vertreter der Betreiber von Stauwerken oder von anderen Wasserentnahmeleitungen und anderen Anlagen über jede Frage, die für den Sektor der Verwaltung von Stauwerken von Interesse sein könnte, zu informieren und sich darüber abzustimmen;

Ziffer 5 den Vertretern der Betreiber von Stauwerken oder anderen Wasserentnahmeleitungen und anderen Anlagen ermöglichen, dem Minister oder seinem Beauftragten oder der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke Folgendes vorzulegen:

a) die Probleme des Sektors, den sie vertreten und sich darüber abzustimmen;

b) Vorschläge zur kontinuierlichen Verbesserung des Gesamtniveaus des Sicherheitsmanagements von Stauwerken und ihrer Infrastruktur.

Abschnitt 2 — Beratungsausschuss für das Einzugsgebiet

Art. 20 - Für jedes betroffene Einzugsgebiet wird ein Beratungsausschuss eingerichtet, der ein Gremium für den Dialog zwischen dem Betreiber des Stauwerks oder dem Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen, den öffentlichen Behörden und der betroffenen Bevölkerung ist.

Jeder Beratungsausschuss gibt auf eigene Initiative oder auf Ersuchen der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit der Stauwerke Empfehlungen zu den örtlichen Modalitäten der Umsetzung der zuvor von der Regierung festgelegten strategischen Leitlinien für die Sicherheit der Stauwerke unter Berücksichtigung des Kontexts, der Klimaentwicklung, der betrieblichen Zwänge, des Haushalts und zu jeder anderen Frage der Nutzung des Stauwerks ab.

Jeder Beratungsausschuss kann auf Antrag der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke auch eine Stellungnahme zu den von den Betreibern dargelegten Regulierungsgrundsätzen und den laufenden oder künftigen Entwicklungen sowie zum Umgang mit besonderen Ereignissen des vergangenen Zeitraums abgeben. Die Stellungnahme wird in Form eines Sitzungsprotokolls abgegeben, das vom Sitzungsleiter und vom Sekretär unterzeichnet wird und die Ansichten der Teilnehmer wiedergibt. Er wird innerhalb von drei Tagen nach der Sitzung übermittelt.

Jeder Beratungsausschuss des Einzugsgebiets tritt mindestens einmal pro Jahr auf Initiative der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke zusammen. Für diese Sitzungen werden keine Vergütungen oder Sachleistungen in irgendeiner Form gewährt.

Art. 21 - Paragraph 1. Jeder Einzugsgebiets-Beratungsausschuss setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

Ziffer 1 einem Vertreter der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Behörde für die Sicherheit von Stauwerken;

Ziffer 2 Vertretern der Betreiber;

Ziffer 3 einem Vertreter des Bewirtschafters des Wasserlaufs flussabwärts von dem oder den Betreibern der anderen im Einzugsgebiet vorhandenen Stauwerke;

Ziffer 4 einem Vertreter des Flussvertrags, der für das Einzugsgebiet zuständig ist;

Ziffer 5 einem Vertreter des Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX);

Ziffer 6 einem Vertreter der Direktion für Hydrologisches Management (DGH).

Paragraph 2. Zur Teilnahme an den Sitzungen des in Absatz 1 genannten Beratungsausschusses werden eingeladen:

Ziffer 1 der Gouverneur jeder Provinz, die im Umkreis des genannten Einzugsgebiets liegt;

Ziffer 2 der Bürgermeister und ein Mitglied des Gemeinderats jeder Gemeinde im Umkreis des genannten Einzugsgebiets;

Ziffer 3 ein Vertreter jeder betroffenen Rettungszone und des Zivilschutzes;

Ziffer 4 ein Vertreter der lokalen Bevölkerung jeder Gemeinde im Umkreis des Einzugsgebiets, der auf Vorschlag des Gemeinderats vom Minister ernannt wird.

Paragraph 3. Höchstens zwei Drittel der in Absatz 1 genannten Mitglieder des Beratungsausschusses gehören demselben Geschlecht an.

Paragraph 4. Der Beratungsausschuss kann auf Antrag eines seiner Mitglieder beschließen, Experten oder Vertreter von Verbänden einzuladen.

Paragraph 5. Den Vorsitz im Beratungsausschuss führt der Minister oder sein Stellvertreter.

Art. 22 - Der Beratungsausschuss verabschiedet auf seiner ersten Sitzung eine Geschäftsordnung.

Die Geschäftsordnung bestimmt unter anderem:

Ziffer 1 die Modalitäten für die Einberufung und Durchführung des Sekretariatsauftrags;

Ziffer 2 die Modalitäten für die Erstellung und Übermittlung der Tagesordnung;

Ziffer 3 die Modalitäten für den Ablauf der Sitzungen;

Ziffer 4 die Modalitäten der Entscheidungsfindung;

Ziffer 5 die Periodizität der Sitzungen.

Das Sekretariat des Beratungsausschusses erstellt ein Protokoll über jede Sitzung.

KAPITEL 5 — Sicherheit der Infrastruktur und der Bevölkerung

Abschnitt 1 — Betrieb

Art. 23 - Paragraph 1. Die Stauwerke und die Anlagen zur hydroelektrischen Erzeugung oder die Einrichtungen zur Wasserentnahme, die sich zumindest teilweise in diesem befinden oder an der hydraulischen Rückgabe beteiligt sind, zum Zweck der Trinkwasseraufbereitung oder jeder anderen Verwendung, werden gemäß den Bestimmungen dieses Dekrets und seiner Ausführungserlasse, einschließlich der in Artikel 4 genannten technischen Regeln und Richtlinien, sowie gemäß dem vom CIGB geförderten Stand der Wissenschaft und Technik betrieben, sodass ihre Sicherheit in allen vorhersehbaren Last- und Betriebsfällen gewährleistet bleibt.

Paragraph 2. Das Rückhaltebecken muss im Vorfeld von Kontroll- und Wartungsarbeiten entleert werden können und sein Wasserspiegel muss in Notsituationen abgesenkt werden können. Zu diesem Zweck müssen Stauwerke der Klassen A und B mindestens mit einer Entleerungsvorrichtung ausgestattet sein.

Paragraph 3. Die Entleerungsfähigkeit der Sicherheitsorgane ist gewährleistet und die vollständige oder teilweise Nichtverfügbarkeit im Falle von Eingriffen oder Wartungsarbeiten ist auf einen angemessenen Zeitraum nach einer vorherigen Risikoanalyse begrenzt.

Paragraph 4. Eine skalierbare Staureserve für Stauwerke wird das ganze Jahr über sichergestellt, je nach Jahreszeit, Vorhersagen und meteorologischen und hydrologischen Daten.

Die Regierung legt nach Stellungnahme des in Artikel 20 genannten Beratungsausschusses des Einzugsgebiets die Modalitäten für die Bildung der evolutiven Staustufenreserve fest. Sie erstellt eine Liste der in Absatz 1 genannten Stauwerke.

Abschnitt 2 — Risikokommunikation

Art. 24 - Der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen übermittelt die neueste Version seines iNEP auf elektronischem Weg an das Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise (CORTEX), die Provinzgouverneure, die Bürgermeister, die Rettungszonen und die Polizeizonen, auf deren Gebiet sich das Stauwerk befindet, sowie an die Behörden, deren Gebiet von einem Ereignis im Zusammenhang mit dem Stauwerk betroffen sein könnte.

Innerhalb von zwei Jahren nach der Gesamterneuerung der Gemeinderäte und Provinzräte lädt der Betreiber die in Absatz 1 genannten Behörden zu einer Informationsveranstaltung ein, bei der der iNEP vorgestellt und erläutert wird.

Art. 25 - Die Regierung führt in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke ein obligatorisches Meldesystem ein, um die Sammlung von Informationen über Ereignisse zu erleichtern.

Ereignisse im Zusammenhang mit dem Betrieb, den technischen Bedingungen, der Instandhaltung und der Instandsetzung von Infrastrukturen, die ein erhebliches Risiko für die Sicherheit der Infrastrukturen darstellen können, werden über das in Absatz 1 genannte System zur Meldung meldepflichtiger Ereignisse gemeldet.

Der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen hat diese Berichte zu erstellen und zu übermitteln und gegebenenfalls die erforderlichen geeigneten Korrektur- oder Vorbeugungsmaßnahmen durchzuführen. Er führt auch ein Verfahren zur Analyse der gesammelten Ereignisse ein.

Die Verarbeitung der Berichte erfolgt in einer Weise, die eine Verwendung der Informationen zu anderen als Sicherheitszwecken verhindert, und gewährleistet in angemessener Weise die Vertraulichkeit der Identität des Meldenden und der in den Ereignisberichten erwähnten Personen.

KAPITEL 6 — Kontrolle

Abschnitt 1 — Kontrolle durch die wallonische Behörde für die Sicherheit von Stauwerken

Art. 26 - Paragraph 1. Die Regierung übt eine umfassende Kontrolle über die Sicherheit des Betriebs von Stauwerken aus, indem sie die Einhaltung der Vorschriften durch die Betreiber nach ihrer Bedeutung für die Sicherheit analysiert.

Paragraph 2. Die Stufen der Nichtkonformität werden von der Regierung wie folgt klassifiziert:

Ziffer 1 Stufe 1: Wenn die Nichtkonformität signifikant ist und die Sicherheit ernsthaft verringert oder die Sicherheit der Stauwerke oder ihrer Infrastruktur unmittelbar gefährdet;

Ziffer 2 Stufe 2: Wenn die Nichtkonformität schwerwiegend ist und die Sicherheit verringern oder die Sicherheit von Stauwerken oder ihrer Infrastruktur ernsthaft gefährden könnte;

Ziffer 3 Stufe 3: wenn die Nichtkonformität auffällig ist und die Sicherheit der Stauwerke oder ihrer Infrastrukturen verringern oder gefährden könnte und eine verstärkte Wachsamkeit erfordert.

Paragraph 3. Die Regierung kann Geldstrafen verhängen, deren Höhe mindestens 500 Euro und höchstens 2500 Euro beträgt. Sie gelten für säumige Betreiber, je nach Art und Wiederholung der festgestellten Nichtkonformität oder dem unzureichenden Grad der Umsetzung der geforderten Korrekturmaßnahmen.

Die in Absatz 1 genannten Beträge können von der Regierung indexiert werden. Letztere legt die Modalitäten für die Anwendung dieses Absatzes fest.

Abschnitt 2 — Mitwirkungspflicht des Betreibers

Art. 27 - Zur Erfüllung der Aufgaben der Regierung in ihrer Eigenschaft als wallonische Sicherheitsbehörde für Stauwerke ist der Betreiber des Stauwerks oder der Betreiber anderer Wasserentnahmeleitungen und anderer Anlagen verpflichtet:

Ziffer 1 die notwendigen Informationen und Dokumente bereitzustellen;

Ziffer 2 auf Anfrage Zugang zu den Einrichtungen zu gewähren;

Ziffer 3 den Besuch der Einrichtungen zu begleiten und zu erleichtern.

KAPITEL 7 — Verarbeitung personenbezogener Daten

Art. 28 - Paragraph 1. Die von der Regierung bestimmte Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verarbeitet die personenbezogenen Daten, die für die Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse erforderlich sind.

Diese Daten umfassen folgende Informationen:

Ziffer 1 Warnungen oder Anordnungen, die aufgrund dieses Dekrets erlassen wurden;

Ziffer 2 Strafen, die kraft dieses Dekrets verhängt werden;

Ziffer 3 die Sammlung und Verarbeitung von Informationen über Ereignisse, die in den in Artikel 25 genannten Berichten festgehalten werden.

Paragraph 2. Die in Paragraph 1 genannten personenbezogenen Daten werden nur den von der Regierung ernannten Beamten zur Verfügung gestellt. Diese Daten dürfen nur zu folgenden Zwecken verwendet werden:

Ziffer 1 um die ordnungsgemäße Ausführung der in diesem Dekret und seinen Durchführungsbestimmungen enthaltenen Bestimmungen zu veranlassen;

Ziffer 2 um die ordnungsgemäße Durchführung der erwähnten Verfahren für administrative Sanktionen und strafrechtliche Verfolgung zu ermöglichen;

Ziffer 3 als Hilfe bei der Identifizierung von Urhebern;

Ziffer 4 für statistische Zwecke;

Ziffer 5 für andere Zwecke, die von der Regierung nach Stellungnahme der Datenschutzbehörde festgelegt werden.

Paragraph 3. Unbeschadet des Paragraphen 7 werden die in Paragraph 1 genannten Daten, Verwaltungssanktionen oder Verstöße sowie die entsprechenden Punkte fünf Jahre nach der Einstellung des Verfahrens oder der Vollstreckung der Verwaltungs- oder Gerichtsentscheidungen automatisch gelöscht.

Paragraph 4. Der für die Verarbeitung Verantwortliche ergreift alle Maßnahmen, die eine einwandfreie Aufbewahrung der personenbezogenen Daten gewährleisten.

Personen, die im Rahmen der Bestimmungen dieses Dekrets personenbezogene Daten erhalten, treffen Maßnahmen, die die Vertraulichkeit dieser Daten sowie die Verwendung ausschließlich zu den in oder gemäß diesem Dekret vorgesehenen Zwecken oder zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Verpflichtungen gewährleisten.

Paragraph 5. Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert den Inhaber über die in Paragraph 1 genannten Daten. In dieser Information werden erwähnt:

Ziffer 1 die Identität und Adresse des für die Verarbeitung Verantwortlichen und seines Vertreters in der Wallonischen Region;

Ziffer 2 die gesetzliche oder behördliche Grundlage für die Erhebung der Daten;

Ziffer 3 der Empfänger der Daten und den Zweck, für den die erhobenen Daten verwendet werden;

Ziffer 4 die ihn betreffenden personenbezogenen Daten;

Ziffer 5 die Möglichkeiten, sich an die Datenschutzbehörde zu wenden, und ihre Adresse;

Ziffer 6 das Bestehen des Rechts auf Zugang zu den Daten, des Rechts auf Berichtigung der Daten sowie die Art und Weise, wie diese Rechte ausgeübt werden können;

Ziffer 7 die Dauer der Speicherung der Daten.

Paragraph 6. Die Regierung legt die Modalitäten für die Einrichtung der Zentraldatei fest. Sie kann nach Stellungnahme der Datenschutzbehörde die darin enthaltenen Informationen präzisieren, andere als die in Paragraph 1 genannten Informationen festlegen, die darin aufzunehmen sind, sowie deren Aufbewahrungsfrist oder auch die anderen Personen, die Zugang zu diesen Daten haben können, um das ordnungsgemäße Funktionieren des Systems zu gewährleisten.

Paragraph 7. Mit einer Freiheitsstrafe von drei Monaten bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 100 bis 50.000 Euro oder nur einer dieser Strafen wird bestraft, wer auf Daten der Datei zugreift oder von ihnen Gebrauch macht, mit Ausnahme der Personen, die gemäß diesem Artikel dazu befugt sind.

KAPITEL 8 — Übergangsbestimmung

Art. 29 - Stauwerke, die vor Inkrafttreten dieses Dekrets errichtet, in Betrieb genommen oder wieder in Betrieb genommen wurden, dürfen ihren Betrieb fortsetzen, sofern die Betreiber ihren internen Notfallplan sowie die in diesem Dekret und seinen Ausführungserlassen vorgesehenen internen und externen Kontrollen spätestens innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten dieses Dekrets einrichten.

KAPITEL 9 — Änderungsbestimmung

Art. 30 - In Artikel 1 Paragraph 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2015 zur Einrichtung von Haushaltsfonds im Bereich Straßen und Wasserwege werden Ziffern 5 und 6 eingefügt, die wie folgt lauten:

„Ziffer 5 die Bezahlung von Studien, die auf Antrag der wallonischen Behörde für die Sicherheit von Stauwerken, die im Dekret über die Betriebssicherheit von Stauwerken genannt wird, im Zusammenhang mit ihren Aufgaben durchgeführt werden;

Ziffer 6 zur Finanzierung des Betriebs der wallonischen Behörde für die Sicherheit von Stauwerken, die im Dekret über die Betriebssicherheit von Stauwerken genannt wird“.

KAPITEL 10 — *Schlussbestimmung*

Art. 31 - Die Regierung bestimmt das Datum, an dem die Bestimmungen dieses Dekrets in Kraft treten. Die Regierung kann für jede Bestimmung ein anderes Datum für das Inkrafttreten festlegen.

Verkünden wir das vorliegende Dekret und ordnen wir an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Februar 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung,
Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—————
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1571 (2023-2024) Nrn. 1, 1ter bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 21. Februar 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/004962]

22 FEBRUARI 2024. — Decreet betreffende de bedrijfsveiligheid van de stuwdammen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° Minister: de Minister bevoegd voor infrastructuur;

2° "CBGB": het Belgisch Comité voor de Grote Stuwdammen, opgericht bij het ministerieel besluit van 5 februari 1929 tot oprichting van een Belgisch Comité voor de Grote Stuwdammen;

3° IGBC: het Internationaal Comité voor Grote Dammen, opgericht in 1928 als niet-gouvernementele organisatie;

4° stuwdammen: constructies die infrastructuur en uitrusting omvatten die ontworpen zijn om een waterlichaam op te hogen of water op te slaan voor één doel of in combinatie met andere doeleinden, zoals rivierregulering, overstromingsbeheer of ondersteuning bij laagwater, opwekking van hydro-elektrische energie, opslag van een waterreserve voor drinkwatervoorziening, brandbestrijding of vrijetijdsactiviteiten op waterlichamen;

5° de stuwmeerreserve: het nuttige reservevolume tussen het momentane meerpeil en het maximale meerpeil dat niet mag worden overschreden. Deze capaciteit komt overeen met het beschikbare volume dat de stuwdam vormt om als buffer te dienen tijdens een overstroming;

6° de eigenaar van de grond: de persoon die eigenaar is van de grond of het geografische gebied waarop de stuwdam en de reserve ervan zijn gebouwd;

7° de exploitant van de stuwdam : elke publiekrechtelijke of privaatrechtelijke persoon die door middel van een eenzijdige rechtshandeling, een overeenkomst of een concessiecontract of een beheerscontract, het beheer uitoefent over de structuur, de uitrusting ervan en het niveau van de waterreserve die door de stuwdam wordt vastgehouden, om de veiligheid van de structuur te verzekeren of om een al dan niet lucratieve economische activiteit toe te laten, uit het gebruik of de transformatie van water uit het meer van een stuwdam;

8° de exploitant van andere waterinnamepijpen en andere installaties : iedere publiekrechtelijke of privaatrechtelijke persoon, niet zijnde de exploitant van de stuwdam, die door middel van een overeenkomst of een concessieovereenkomst of een beheersovereenkomst eigenaar of exploitant is van een installatie voor de opwekking

van hydro-elektrische energie of van een installatie voor de onttrekking van water die zich, althans gedeeltelijk, binnen het stuwmeellichaam bevindt, of deelneemt aan de hydraulische teruggave, met het oog op de productie van drinkwater of enig ander gebruik;

9° de externe keuringsinstelling voor stuwdammen: de overeenkomstig artikel 11, tweede lid, erkende onderneming;

10° externe controle van stuwdammen: alle opdrachten voorzien in dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, uitgevoerd onder toezicht van de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse veiligheidsautoriteit voor stuwdammen, met als doel na te gaan of de risico's verbonden aan de exploitatie van stuwdammen doeltreffend en met voldoende zorg en toewijding worden beheerd, teneinde de veiligheid van de werknemers en de bevolking te garanderen;

11° onderneming: de onderneming zoals bedoeld in artikel I.1., 1°, van het Wetboek van economisch recht;

12° TRD: het technisch referentiedossier, het brondossier voor de werkzaamheden, opgesteld door de exploitant en voorgelegd aan de externe keuringsinstelling of, in voorkomend geval, opgesteld door de externe keuringsinstelling op basis van de door de exploitant verstrekte informatie. Alle documenten met betrekking tot het bouwwerk zijn hierin samengebracht, zodat een zo volledig mogelijke kennis wordt verkregen van de precieze configuratie, de funderingen, de bijgebouwen, de hydrologische, geomorfologische en geologische omgeving, de werking en de gebeurtenissen die zich sinds de ingebruikname hebben voorgedaan;

13° het monitoringsverslag: het verslag opgesteld door de exploitant van het stuwmeer of de exploitant van andere waterinnamepijpen en andere installaties, dat alle interne controledocumenten bevat die door de exploitant zijn opgesteld en dat de resultaten bevat van controles van de uitrusting van het stuwmeer, visuele controles en metingen sinds het vorige monitoringsverslag werd opgesteld;

14° auscultatierapport: het periodieke samenvattende document dat continu of periodiek door de externe controle-instansie wordt opgesteld en dat de resultaten van de metingen en de globale of gedeeltelijke gedragsanalyse van de stuwdam weergeeft. Het is gebaseerd op de analyse van metingen door instrumentatie die specifiek is voor elk stuwmeer;

15° het inspectierapport: een gedetailleerd document dat bij elke periodieke inspectie van de stuwdam door de externe inspectie-instelling wordt opgesteld, met inbegrip van de resultaten van de visuele inspectie van de toestand van de structuren, meet- en behandelingsapparatuur;

16° de uitzonderlijke situatie: de situatie waarin de gemeentelijke, provinciale of federale fase respectievelijk afgekondigd wordt door de bevoegde overheid, overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

17° intern noodplan (INP): de situatie waarin de gemeentelijke, provinciale of federale fase respectievelijk afgekondigd wordt door de bevoegde overheid, overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 mei 2019 de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

18° stresstest: een oefening waarbij een of meer redelijkerwijs te voorziene risicosituaties worden gesimuleerd om te bestuderen en te beoordelen in hoeverre de stuwdam bestand is tegen dergelijke situaties. De stresstest wordt gebruikt om de feitelijke veiligheidstoestand van de stuwdam te bepalen en geeft een algemeen beeld van de situatie, zodat kan worden besloten of er corrigerende of wijzigende maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat de stuwdam voldoende veilig is;

19° het stroomgebied: de geografische zone waarin het water van één riviersysteem wordt verzameld. Het wordt stroomopwaarts begrensd door de kruinlijn en stroomafwaarts door het uitlaatpunt;

20° afvoer: het terugvoeren van een grotere of kleinere hoeveelheid water [m³] naar de stroomafwaarts gelegen rivier, binnen een bepaald debietbereik [m³/s], als reactie op vereisten voor overstromingsbeheer of vereisten in verband met de veiligheid van de stuwdam ;

21° turbinage: het geforceerd terugvoeren van een hoeveelheid water van de stuwdam naar de rivier stroomafwaarts om elektriciteit op te wekken of om het waterpeil te handhaven of te verlagen;

22° onderhoud: alle activiteiten die bedoeld zijn om een goed in een bepaalde staat of bedrijfsomstandigheden te houden of te herstellen om een vereiste functie uit te voeren;

23° gewoon onderhoud: regelmatig, preventief onderhoud door het controleren van structuren of hun uitrusting, of correctief onderhoud door het oplossen van problemen en het vervangen van defecte onderdelen;

24° buitengewoon onderhoud: de geplande vervanging van structuren, delen van structuren, uitrustingen of subeenheden, wanneer deze het einde van hun levensduur naderen of hebben bereikt, of na een gewenste upgrade om de functionaliteit te verbeteren of de werking te optimaliseren;

25° technische voorschriften: technische specificaties met betrekking tot bedrijfsveiligheid, vastgesteld door de Regering, waarin de beginselen van processen, controles en conformiteitsbeoordelingsprocedures enz. zijn verwoord, evenals andere eisen die worden opgelegd ter bescherming van eigendommen, personen of het milieu;

26° technische richtlijnen: dringende technische specificaties in verband met de bedrijfsveiligheid, vastgesteld door de Minister;

27° non-conformiteit: het in gebreke zijn met, de niet-uitvoering van of de niet-naleving van de vereisten van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, of met dan wel van de technische regels en richtlijnen inzake veiligheid, of de aanbevelingen van de externe keuringsinstelling;

28° het alarmplan: het door de stuwdamexploitant opgestelde document waarin de regels voor het beheer van de alarmniveaus (specifieke gevarenniveaus voor stuwdammen) en de communicatie- en interventieketen worden gedefinieerd en vastgelegd;

29° CORTEX : het Centrum voor Risicoördinatie en Expertiseoverdracht van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-Generaal ;

30° de Directie Hydrologisch Beheer: de dienst bedoeld in artikel D.54 van het Waterwetboek.

Afdeling 2. — Toepassingsgebied

Art. 2. § 1. Dit decreet legt de regels voor bedrijfsveiligheid vast die moeten worden toegepast door exploitanten van stuwdammen of door exploitanten van andere waterinlaatpijpen en andere installaties, afhankelijk van de infrastructuur die zij beheren. Het is van toepassing op de hieronder beschreven stuwdammen en hun uitrustingen:

1° Klasse A: een stuwdam die voldoet aan de formule : $H \geq 20$ en $(H^2 \times V_{0,5}) \geq 1500$;

2° Klasse B: een stuwdam die geen deel uitmaakt van Klasse A en die voldoet aan de formule : $H \geq 10$ en $(H^2 \times V_{0,5}) \geq 200$

In de formules waarnaar in lid 1 wordt verwezen is:

H = de hoogte van de constructie, uitgedrukt in meters vanaf het laagste punt van de fundering tot aan de top;

V = het referentievolume uitgedrukt in miljoenen kubieke meter.

§ 2. De Regering is gemachtigd om een lijst van stuwdammen op te stellen en voor elke stuwdam specifieke maatregelen te nemen om de vereisten inzake bedrijfsveiligheid aan te passen aan bijzondere omstandigheden.

§ 3. De Regering is gemachtigd om bouwwerken met kenmerken die gelijkwaardig zijn aan die van een stuwdam van klasse B of hoger, geheel of gedeeltelijk aan dit decreet te onderwerpen, teneinde de vereisten inzake bedrijfsveiligheid aan te passen aan specifieke omstandigheden.

§ 4. De Regering stelt een lijst op van de stroomgebieden voor de stuwdammen die onder dit decreet vallen.

*HOOFDSTUK 2. — Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen en externe keuringsinstelling**Afdeling 1. — Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen*

Art. 3. § 1. De Regering is de Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen.

§ 2. De Regering in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen :

1° is verantwoordelijk voor de naleving van alle aspecten van de bedrijfsveiligheid van de stuwdammen en neemt de nodige maatregelen om de naleving van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan te verzekeren, met inbegrip van de regels en technische richtlijnen bedoeld in artikel 4;

2° zendt jaarlijks langs elektronische weg aan het Waals Parlement een verslag over de stand van zaken met betrekking tot de veiligheid van de stuwdammen in het Waals Gewest;

3° zendt een afschrift van het verslag bedoeld in 2° aan het Centrum voor Risicocoördinatie en Expertiseoverdracht (CORTEX).

Art. 4. De technische regels voor de bedrijfsveiligheid van stuwdammen worden aangenomen door de Regering, na advies van het in artikel 19 bedoelde sectorcomité.

De technische richtlijnen voor de bedrijfsveiligheid van stuwdammen worden vastgesteld door de Minister.

De in de leden 1 en 2 bedoelde technische voorschriftenrichtlijnen worden na overleg met de betrokken exploitanten vastgesteld, rekening houdend met de verschillende functies van de stuwmeren.

Art. 5. De Regering, in haar hoedanigheid van Waalse autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, beoordeelt de correcte uitvoering van de opdrachten van de externe keuringsinstelling die haar bij dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten is toevertrouwd. Zij gaat na of de externe keuringsinstelling voldoet aan de voorwaarde van onafhankelijkheid van de exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties.

Het toezicht op de in lid 1 bedoelde externe keuringsopdrachten kan worden uitgeoefend door middel van audits in de gebouwen van de externe keuringsinstelling. Het horen van specialisten die deelnemen aan een externe keuringsopdracht vormt ook een controlemiddel voor de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen.

Art. 6. § 1. De Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, gaat na of de exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties rekening houdt met de aanbevelingen in de rapporten van de externe keuringsinstelling om de constructie in overeenstemming te brengen met de voorschriften.

§ 2. In geval van een ernstige tekortkoming vaardigt de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, bevelen uit aan de betrokken exploitant van de stuwdam of andere waterinlaatpijpen en andere installaties, gepaard gaande met een termijn voor naleving. Het niet voldoen aan de in artikel 4 bedoelde technische voorschriften of richtlijnen of aan de aanbevelingen van de externe keuringsinstelling, die direct of indirect van invloed zijn op de bedrijfsveiligheid van het bouwwerk, alsmede het herhaaldelijk niet voldoen aan de bij of krachtens dit decreet opgelegde verplichtingen, wordt beschouwd als een ernstige tekortkoming.

§ 3. In geval van niet-naleving van de in paragraaf 2 bedoelde bevelen is de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, bevoegd om de toepassing te bevelen van maatregelen om de betrokken stuwdam en de uitrusting ervan in een veilige toestand te brengen en de voorwaarden te bepalen waaronder deze maatregelen kunnen worden opgeheven.

Art. 7. De erkenningsaanvragen en de aanvragen tot instemming met de erkenningen verkregen in een lidstaat van de Europese Unie met het oog op de uitvoering van externe keuringsopdrachten van stuwdammen worden behandeld overeenkomstig de in artikel 10, lid 2, bedoelde procedure.

Art. 8. De Regering zorgt ervoor dat de exploitant van de stuwdam, of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties, een procedure of besluitvormingsmechanisme instelt met betrekking tot het anticiperend beheer en de afvoer van water uit stuwdammen in geval van meteorologische of hydraulische waarschuwingen, vroegtijdige waarschuwingen of overstromingswaarschuwingen of in geval van risico's die inherent zijn aan de infrastructuur van het bouwwerk, zoals bepaald in artikel 16, 21°.

Art. 9. De Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, zorgt, in samenwerking met het in artikel 19 bedoelde sectorcomité, voor de voortdurende verbetering van het algemene niveau van veiligheidsbeheer van stuwdammen en hun infrastructuur.

Afdeling 2. — Externe keuringsinstelling

Art. 10. De periodieke externe keuring van stuwdammen van klasse A en B wordt door de exploitant van de stuwdam of door de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties, of gezamenlijk, toevertrouwd aan erkende, gespecialiseerde en onafhankelijke externe keuringsbedrijven. De kosten van externe keuringen worden gedragen door de exploitanten.

De Regering bepaalt:

- 1° de technische voorwaarden en vaardigheden op basis waarvan de ondernemingen worden erkend;
- 2° de regels voor de afgifte en de geldigheidsduur van de verleende erkenning;
- 3° de voorwaarden en nadere regels voor de instemming met erkenningen verkregen in een lidstaat van de Europese Unie, met het oog op het uitvoeren van externe keuringsopdrachten van stuwdammen in het Waals Gewest;
- 4° de procedures voor het controleren, weigeren of intrekken van de erkenning, evenals de beroepsprocedures.

Art. 11. De externe keuringsinstelling :

1° onafhankelijk zijn van de exploitant van de stuwdam of van de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties;

2° aantonen dat zij een expertise bezit op het gebied van stuwdammen en in civiele techniek, geotechniek, elektromechanica en risicoanalyse. Deze expertise is meer dan tien jaar oud en kan in België of in het buitenland zijn verworven;

3° gedurende ten minste tien jaar in België of in het buitenland geheel of gedeeltelijk taken hebben uitgevoerd die vergelijkbaar zijn met deze bedoeld in artikel 13, § 2;

4° over een snelle inzetbaarheid beschikken en lokale expertise verwerven;

5° over de specialisten beschikken die nodig zijn om, gedurende de contractuele periode van de externe keuringsopdracht, alle diensten uit te voeren waarin de externe keuringsopdracht voorziet en in staat is om de continuïteit van deze opdracht te verzekeren in geval van tijdelijke of permanente onbeschikbaarheid van één van de specialisten die aan de externe keuringsopdracht zijn toegewezen.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, behoren de beheerder van de stuwdam of de beheerder van andere waterinnamepijpen en andere installaties en de externe keuringsinstelling ofwel tot verschillende vennootschappen ofwel tot dezelfde vennootschap of groep van vennootschappen, in welk geval de vennootschap of groep van vennootschappen waartoe de externe keuringsinstelling en de beheerder behoren, een specifieke en volledig onafhankelijke gezagslijn heeft. In het laatste geval moet de externe keuringsinstelling een onderneming zijn die ook soortgelijke opdrachten uitvoert voor andere vennootschappen dan die welke deel uitmaken van de groep waartoe zij behoort.

Art. 12. In het kader van de audits bedoeld in artikel 5, lid 2, beantwoordt de keuringsinstelling de verschillende verzoeken van de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen.

Art. 13. § 1. De externe keuringsinstelling gaat na of de technische bedrijfsveiligheidsmaatregelen die door de exploitant van de stuwdam of door de exploitant van andere waterinnamepijpen en andere installaties zijn getroffen, voldoen aan de voorschriften en technische veiligheidsrichtlijnen die in dit decreten de uitvoeringsbesluiten zijn vastgelegd.

§ 2. De externe keuringsinstelling :

1° controleert, analyseert en interpreteert de gegevens die door de exploitant van de stuwdam of door de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties worden genomen en doorgegeven;

2° analyseert de auscultatiegegevens die door de exploitant van de stuwdam of door de exploitant van andere waterinlaatleidingen en andere installaties worden verstrekt, om ze te vergelijken met eerdere gegevens teneinde abnormale afwijkingen in de gegevenswaarden op te sporen, afwijkingen in de apparatuur of meetketens te detecteren en zo periodiek waarschuwingen te geven;

3° controleert de monitoringrapporten voor stuwdammen:

a) voor klasse A: driemaandelijks;

b) voor klasse B: jaarlijks;

4° stelt toezichtsrapporten op basis van de gegevens bedoeld in 2° op, als volgt:

a) voor klasse A: jaarlijks. Deze gegevens worden door de exploitant van de stuwdam of door de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties uiterlijk elke maand doorgegeven;

b) klasse B: om de drie jaar. Deze gegevens worden door de exploitant van de stuwdam of door de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties uiterlijk elk kwartaal doorgegeven;

5° stelt na elk visueel inspectiebezoek een gedetailleerd en gedocumenteerd bezoekverslag op en bezorgt het aan de exploitant:

a) voor klasse A: jaarlijks;

b) klasse B: om de vijf jaar

6° gaat na of het TRD, opgesteld door de exploitant van de stuwdam of door de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties, volledig is en periodiek wordt bijgewerkt, ten minste om de vijf jaar;

7° staat indien nodig de exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinnamepijpen en andere installaties bij in het actualiseren van het TRD;

8° controleert om de vijf jaar het interne noodplan van de exploitant van de stuwdam en de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere faciliteiten. Daartoe voert ze periodieke analyses uit van de verschillende scenario's op basis van veiligheidsrisicoanalyses en technische ontwikkelingen. Deze analyses van de bestudeerde crisissituaties omvatten met name: hydrologische crises, stroomuitval, geologische en seismische problemen, vervuiling, kwaadwillige handelingen, terrorisme, cyberaanvallen, gewapende conflicten, gedeeltelijke of volledige uitval van de stuwdam van het reservoir. Zij kan stresstaudits uitvoeren. De resultaten van deze analyses worden doorgegeven aan de betrokken exploitant en aan de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen;

9° valideert de bijgewerkte versies van de veiligheidsbeoordeling van stuwdammen:

- a) klasse B: om de tien jaar;
- b) klasse B: om de vijftien jaar.

Met betrekking tot paragraaf 1, 9°, moet de veiligheidsbeoordeling voor de bouw, de verbouwing of de exploitatie van een stuwdam aantonen dat er geen verhoogd risico is voor de openbare veiligheid in geval van overstroming.

§ 3. Na elke controle stuurt de externe keuringsinstelling de exploitant van het stuwmeer of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties een lijst met de bevindingen van niet-conformiteit, samen met de aanbevelingen die moeten worden opgevolgd om de constructie conform te maken.

De externe keuringsinstelling stelt ook een jaarlijks samenvattend verslag op over de veiligheidsconformiteit van de werking van elke constructie. De externe keuringsinstelling stuurt het rapport elektronisch naar de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen.

HOOFDSTUK 3. — *De exploitant*

Art. 14. De exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties is verantwoordelijk voor de werking en interne controle van de infrastructuur die hij beheert.

De exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties zorgt er, in functie van de infrastructuur die hij beheert, voor:

- 1° dat hij een beheersplan voor het bouwwerk heeft en bijhoudt, op een voldoende voorzichtige en zorgvuldige manier, om de bedrijfsrisico's voor de bevolking en het milieu stroomafwaarts van het bouwwerk te beperken;
- 2° dat de stijging van het waterpeil in een noodsituatie beperkt of voorkomt door onmiddellijke turbinering of zelfs waterafvoer.

Art. 15. De exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties is verantwoordelijk voor de veiligheid van de infrastructuur die hij beheert. Binnen dit kader neemt hij alle noodzakelijke veiligheids- en controlemaatregelen die voortvloeien uit het voorgeschreven van dit decreet, de uitvoeringsbesluiten en de aanbevelingen van de externe keuringsinstelling.

De exploitatie van de stuwdam of de exploitatie van andere waterinlaatpijpen en andere installaties is onderworpen aan controle door de externe keuringsinstelling bedoeld in hoofdstuk 2, afdeling 2. Hiertoe maakt de exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere faciliteiten gebruik van de diensten van een erkende externe keuringsinstelling voor de infrastructuren die hij beheert.

Art. 16. De exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties zorgt er, in functie van de infrastructuur die hij beheert, voor:

- 1° dat hij regelmatig en voortdurend de controles, metingen, functionele controles en onderzoeken uitvoert die nodig zijn om de toestand en het gedrag van de stuwdam te beoordelen en de resultaten onverwijld laten evalueren;
- 2° dat hij voorziet in een permanent operationeel, bewakings- en opvolgingsmechanisme voor stuwdammen, zoals omschreven, in de technische regelgeving. In het geval van een crisis zorgt dit permanentiemechanisme voor continue opvolging buiten de werkuren;
- 3° dat hij kennis neemt van de lijst van non-conformiteiten vermeld in het verslag van de externe keuringsinstelling en dat hij, in overleg met laatstgenoemde, een lijst opstelt van verbeteringen die moeten worden aangebracht om conformiteit te bereiken. Hij stelt ook een plan met corrigerende maatregelen op, rekening houdend met de aanbevelingen van de externe keuringsinstelling, en legt dit jaarlijks voor aan de Regering in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen;
- 4° dat hij het plan met corrigerende maatregelen bedoeld in 3° binnen een redelijke termijn uitvoert;
- 5° dat hij de veiligheidsmaatregelen en -bevelendood uitvoert, door de Regering bevolen in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen;
- 6° dat hij het gewone en buitengewone onderhoud ontwerpt en uitvoert, schade herstelt binnen de kortst mogelijke tijd, afhankelijk van het kritieke karakter van de uitrustingen, en veiligheidsgebreken verhelpt die verband houden met de structurele integriteit van het bouwwerk;
- 7° dat hij het bouwwerk uitrust of omvormt om de risico's verbonden aan eventuele veiligheidsgebreken te beheersen;
- 8° dat hij de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, en de externe keuringsinstelling vrije toegang verleent tot de sites, de bouwwerken en de uitrustingen;
- 9° dat hij de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, en de externe keuringsinstelling informeert over de installatie, de wijziging en de gebruiksregels van de toezichts- en meettoestellen;
- 10° dat hij toezicht en nazicht houdt op de correcte werking van sensoren en meetinstrumenten;
- 11° dat hij interne visuele inspecties uitvoert die het eerste niveau van interne controle vormen. Op basis van deze inspecties wordt een rapport opgesteld en naar de externe keuringsinstelling gestuurd;
- 12° dat hij het TRD opstelt en bijwerkt, waarbij alle technische informatie van de ontwerpfase tot de renovatiefase wordt verzameld;
- 13° dat hij periodiek de toezichtrapporten opstelt en deze overmaakt aan de externe keuringsinstelling, zoals bedoeld in artikel 13, § 2, 3°;
- 14° dat hij de automatisch en handmatig gemeten auscultatiewaarden verzamelt en deze regelmatig naar de externe keuringsinstelling communiceert ;
- 15° dat hij de periodieke visuele controles die vereist zijn voor het door de externe keuringsinstelling op te stellen keuringsverslag, vermeld in artikel 13, § 2, 5°, vergezelt;
- 16° dat hij tijdens de bezoeken ter plaatse bedoeld in 15° de nodige middelen ter beschikking stelt van de externe keuringsinstelling, alsook de verschillende documenten die gebruikt worden bij de veilige exploitatie van de stuwdam;
- 17° dat hij meewerkt aan de opmaak van beheersplannen voor overstromingsrisico's, in het Frans afgekort met PGRI, zoals bedoeld in artikel D.53-3 van het Milieuwetboek dat diverse bepalingen over het waterbeleid inhoudt;

18° dat hij de interne noodplannen opstelt op basis van de verschillende scenario's. Deze verschillende scenario's worden bepaald aan de hand van een veiligheidsrisicoanalyse, waarbij de bestudeerde crisissituaties worden vastgesteld en periodiek worden herzien;

19° dat hij gecombineerde oefeningen organiseert en uitvoert om de coherentie en efficiëntie van hun respectieve interne noodplannen te testen;

20° dat hij, indien nodig, de tussenkomst van de Regering vraagt, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen. Laatstgenoemde kan de Directie Hydrologisch beheer of het Centrum voor Risicocoördinatie en Expertiseoverdracht (CORTEX) tussenbeide laten komen;

21° dat hij een procedure of besluitvormingsmechanisme instelt met betrekking tot het anticiperend beheer en de afvoer van water uit stuwdammen, zoals bepaald in artikel 14, tweede lid, 2°, in overleg met de Directie Hydrologisch Beheer en het Centrum voor Risicocoördinatie en Expertiseoverdracht (CORTEX);

22° dat hij, in geval van een crisis of noodsituatie, onmiddellijk Centrum voor Risicocoördinatie en Expertiseoverdracht (CORTEX) en de Directie Hydrologisch Beheer waarschuwt.

Art. 17. De exploitant van de stuwdam :

1° ontwikkelt, updatet en gebruikt een dynamisch beheersinstrument dat gebaseerd is op een wiskundig model waarmee de hoeveelheid water die de structuur binnenstroomt, kan worden geschat in functie van de meteorologische gegevens en voorspellingen en de afstromingsverschijnselen die eigen zijn aan het stroomopwaarts gelegen stroomgebied van de betrokken stuwdam;

2° werkt mee aan de modellering van de impact van waterafvoer uit stuwdammen, ontwikkeld door de stroomafwaartse rivierbeheerder;

3° stelt een model op van het effect van het gedeeltelijk of volledig falen van de stuwdam, dat als basis zal dienen voor de veiligheidsrisicoanalyse bedoeld in artikel 13, § 2, 8°, en voor het opstellen van de BNIP's bedoeld in 5°, a). De resultaten van deze modellering worden doorgegeven aan de externe keuringsinstelling en aan de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen;

4° bevat een alarmplan, met opschaling naar verschillende alarmniveaus, met regels die voor elk niveau moeten worden nageleefd, zoals gedefinieerd door technische voorschriften;

5° neemt deel, op verzoek van de bevoegde overheden inzake noodplanning en crisisbeheer krachtens het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen, aan;

a) het opstellen van bijzondere nood- en interventieplannen, afgekort tot BNIP's; algemene nood- en interventieplan, ANIP's; en het schuil- en evacuatieplan in het kader van nood- en interventieplannen, NIP's, door de technische gegevens te verstrekken die nodig zijn voor de correcte uitvoering ervan, evenals informatie over de risico's in verband met de werking van de stuwdammen;

b) het organiseren en uitvoeren van oefeningen om de onder a) bedoelde nood- en interventieplannen te testen.

Art. 18. Zolang de stuwdam water, slib en andere materialen die door het opgehoopte water worden meegevoerd, kan ophopen of vasthouden, beheert de exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties deze op doeltreffende en voldoende voorzichtige en zorgvuldige wijze, zodat de veiligheid van de constructie en de uitrustingen ervan, eigendommen, personen of het milieu wordt gegarandeerd, en blijft hij onderworpen aan de verplichtingen die hem door bij dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden opgelegd. Als er geen exploitant is, is de landeigenaar verantwoordelijk voor de naleving van deze verplichtingen.

HOOFDSTUK 4. — Raadplegingen

Sectie 1. — Sectorcomité

Art. 19. Het Belgisch Comité voor de Grote Stuwdammen treedt op als sectorcomité voor zaken die onder dit decreet vallen.

De doelstellingen van het in lid 1 bedoelde sectorcomité zijn :

1° advies uitbrengen over elke vraag met betrekking tot de technische regels;

2° op verzoek van de Minister, advies uitbrengen over elke aangelegenheid die verband houdt met technische richtlijnen;

3° op eigen initiatief of op verzoek van de Minister of zijn afgevaardigde voorstellen doen over aangelegenheden die verband houden met de veilige exploitatie van stuwdammen;

4° de Minister of zijn afgevaardigde, of de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, toe te laten de vertegenwoordigers van de exploitanten van stuwdammen of andere waterinlaatpijpen en andere installaties te informeren over elke aangelegenheid die van belang kan zijn voor het beheer van stuwdammen en hierover overleg te plegen;

5° de vertegenwoordigers van de exploitanten van stuwdammen of andere waterinnamepijpen en andere installaties toe te laten om aan de Minister, of zijn afgevaardigde, of aan de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen voor te leggen:

a) de problemen van de sector die ze vertegenwoordigen en om over deze problemen te overleggen;

b) voorstellen voor voortdurende verbetering van het algemene veiligheidsbeheer van stuwdammen en hun infrastructuur.

Afdeling 2. — Raadgevend comité voor het stroomgebied

Art. 20. Voor elk betrokken stroomgebied wordt een raadgevend comité opgericht, dat een orgaan is voor dialoog tussen de exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinnamepijpen en andere installaties, de overheidsinstanties en de betrokken bevolking.

Elk raadgevend comité formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, aanbevelingen over de lokale manieren om de strategische richtlijnen voor de veiligheid van stuwdammen die vooraf door de Regering werden bepaald, om te zetten, rekening houdend met de context, de evolutie van het klimaat, de exploitatiebeperkingen, het budget en over elke andere kwestie in verband met het gebruik van de stuwdam.

Elk raadgevend comité kan ook, op verzoek van de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, advies uitbrengen over de reguleringsprincipes en de huidige of toekomstige ontwikkelingen, evenals over het beheer van specifieke gebeurtenissen van de voorbije periode, zoals voorgesteld door de exploitanten. Het advies wordt uitgebracht in de vorm van de notulen van de vergadering, ondertekend door de voorzitter van de vergadering en de secretaris, waarin het standpunt van de deelnemers is opgenomen. Het wordt binnen drie dagen na de vergadering verzonden.

Elk raadgevend comité voor het stroomgebied komt minstens één keer per jaar samen, op initiatief van de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen. Deze vergaderingen geven geen aanleiding tot een vergoeding of een voordeel in natura, onder welke vorm ook.

Art. 21. § 1. Elke raadgevend comité voor een stroomgebied bestaat uit de volgende leden:

1° een vertegenwoordiger van de Regering in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen :

2° vertegenwoordigers van de exploitanten;

3° een vertegenwoordiger van de waterloopbeheerder stroomafwaarts van de exploitant of exploitanten van de andere stuwdammen in het stroomgebied;

4° een vertegenwoordiger van het riviercontract verantwoordelijk voor het stroomgebied;

5° een vertegenwoordiger van het Centrum voor Risicocoördinatie en Expertiseoverdracht (CORTEX);

6° een vertegenwoordiger van de Directie Hydrologisch Beheer (DGH, Franse afkorting).

§ 2. Voor de vergaderingen van het in paragraaf 1 bedoelde raadgevend comité worden opgeroepen:

1° de gouverneur van elke provincie gelegen in het stroomgebied;

2° de burgemeester en een lid van de gemeenteraad van elke gemeente binnen het stroomgebied;

3° een vertegenwoordiger van elke betrokken noodzone en van de Civiele Bescherming;

4° een vertegenwoordiger van de lokale bevolking van elke gemeente gelegen binnen de perimeter van het stroomgebied, aangewezen door de Minister, op voordracht van de gemeenteraad.

§ 3. Ten hoogste twee derde van de leden van het in paragraaf 1 bedoelde raadgevend comité is van hetzelfde geslacht.

§ 4. Op verzoek van een van zijn leden kan het raadgevend comité besluiten deskundigen of vertegenwoordigers van verenigingen uit te nodigen.

§ 5. Het raadgevend comité wordt door de Minister of diens afgevaardigde voorgezeten.

Art. 22. Het raadgevend comité neemt tijdens zijn eerste vergadering een huishoudelijk reglement aan.

Het reglement bevat o.a. :

1° de modaliteiten voor het bijeenroepen van vergaderingen en de uitoefening van het secretariaat;

2° de modaliteiten voor de opstelling en de kennisgeving van de agenda;

3° de modaliteiten betreffende het verloop van de vergaderingen;

4° de modaliteiten inzake besluitvorming;

5° de periodiciteit van de vergaderingen.

De notulen van elke vergadering van het begeleidingscomité worden door het secretariaat van het raadgevend comité opgesteld.

HOOFDSTUK 5. — *Veiligheid van de infrastructuur en van de bevolking*

Afdeling 1. — Exploitatie

Art. 23. § 1. Stuwdammen en installaties voor de productie van hydro-elektrische energie of installaties voor de onttrekking van water, die zich, althans gedeeltelijk, binnen deze laatste bevinden of deelnemen aan de hydraulische restitutie, voor de zuivering van drinkwater of voor enig ander gebruik, worden geëxploiteerd in overeenstemming met de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, met inbegrip van de technische regels en richtlijnen bedoeld in artikel 4, en met de stand van wetenschap en techniek zoals bevorderd door het Internationaal Comité voor Grote Dammen, zodat hun veiligheid verzekerd blijft in alle voorzienbare gevallen van belasting en exploitatie.

§ 2. Het reservoir moet gelegegd kunnen worden voor inspectie en onderhoud en het niveau moet verlaagd kunnen worden in geval van nood. Daarom zijn de stuwdammen van klasse A en B uitgerust met ten minste één aftapvoorziening.

§ 3. De evacuatiecapaciteit van de veiligheidsvoorzieningen is gegarandeerd en hun totale of gedeeltelijke onbeschikbaarheid, in geval van interventie of onderhoud, is beperkt tot een redelijke periode na een voorafgaande risicoanalyse.

§ 4. Een veranderende opstuwingsreserve voor stuwdammen is het hele jaar door gegarandeerd, afhankelijk van de tijd van het jaar, de voorspellingen en de meteorologische en hydrologische gegevens.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de vaststelling van de evoluerende opstuwingsreserve, na advies van het in artikel 20 bedoelde raadgevend comité voor het Stroomgebied. Zij stelt de lijst op van stuwdammen bedoeld in lid 1.

Sectie 2. — Risicocommunicatie

Art. 24. De exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties deelt de laatste versie van zijn interne noodplan elektronisch mee aan het Centrum voor Risicoördinatie en Expertiseoverdracht (CORTEX), aan de provinciegouverneurs, burgemeesters, hulpverleningszones en politiezones op het grondgebied waarvan de stuwdam gelegen is, alsook aan de autoriteiten op het grondgebied waarvan een gebeurtenis in verband met de stuwdam waarschijnlijk gevolgen zou kunnen hebben.

Binnen twee jaar na de volledige vernieuwing van de gemeente- en provincieraden nodigt de exploitant de in lid 1 genoemde autoriteiten uit voor een informatiebijeenkomst waarop het interne noodplan wordt uiteengezet en toegelicht.

Art. 25. De Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, zet een verplicht rapporteringssysteem op om het verzamelen van informatie over gebeurtenissen te vergemakkelijken.

Gebeurtenissen in verband met de exploitatie, de technische toestand, het onderhoud en de herstelling van infrastructuur die een aanzienlijk risico voor de veiligheid van de infrastructuur zouden kunnen vormen, worden gemeld via het in lid 1 bedoelde systeem van verplichte melding van voorvallen.

De exploitant van de stuwdam of de exploitant van andere waterinlaatpijpen en andere installaties stelt deze rapporten op, deelt ze mee en voert indien nodig de nodige corrigerende of preventieve maatregelen uit. Hij implementeert ook een procedure voor het analyseren van de verzamelde gebeurtenissen.

De rapportering wordt zodanig verwerkt dat wordt voorkomen dat de informatie voor andere dan veiligheidsdoeleinden wordt gebruikt en dat de identiteit van de melder en van de in de meldingen vermelde personen op passende wijze vertrouwelijk wordt behandeld.

*HOOFDSTUK 6. — Controle.**Afdeling 1. — Controle door de Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen*

Art. 26. § 1. De overheid oefent globale controle uit op de bedrijfsveiligheid van stuwdammen door middel van een systeem voor het analyseren van de naleving van voorschriften door exploitanten met betrekking tot hun invloed op de veiligheid.

§ 2. De niveaus van niet-naleving worden door de overheid als volgt ingedeeld:

1° niveau 1: wanneer de niet-naleving significant is en de veiligheid ernstig vermindert of een onmiddellijke bedreiging vormt voor de veiligheid van de stuwdammen of hun infrastructuur;

2° niveau 2: wanneer de niet-naleving ernstig is en de veiligheid ernstig vermindert of een ernstige bedreiging vormt voor de veiligheid van de stuwdammen of hun infrastructuur;

3° niveau 3: wanneer de niet-naleving opvallend is en de veiligheid ernstig vermindert of een bedreiging vormt voor de veiligheid van de stuwdammen of hun infrastructuur en een versterkt toezicht vereist.

§ 3. De Regering kan geldboetes opleggen van minimaal 500 euro en maximum 2.500 euro. Ze zijn van toepassing op exploitanten die in gebreke blijven, afhankelijk van de aard en het repetitieve karakter van de bevindingen van niet-naleving of het ontoereikende niveau van uitvoering van de vereiste corrigerende maatregelen.

De in lid 1 bedoelde bedragen kunnen door de Regering worden geïndexeerd. Laatstgenoemde bepaalt de toepassingsmodaliteiten van deze paragraaf.

Afdeling 2. — Verplichting tot samenwerking van de exploitant.

Art. 27. Voor de voltooiing van de opdrachten van de Regering, in haar hoedanigheid van Waalse Autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen, moet de exploitant van de stuwdam of andere waterinlaatpijpen en andere installaties:

1° de nodige informatie en documenten bezorgen;

2° op eenvoudig verzoek toegang verlenen tot de installaties;

3° bezoeken aan de installaties begeleiden en vergemakkelijken.

HOOFDSTUK 7. — Verwerking van persoonsgegevens

Art. 28. § 1. De door de Regering aangeduide dienst van de Waalse Overheidsdienst verwerkt de persoonsgegevens die nodig zijn voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze gegevens omvatten de volgende informatie:

1° de waarschuwingen of bevelen opgesteld krachtens dit decreet;

2° de geldboetes opgelegd krachtens dit decreet;

3° het verzamelen en verwerken van informatie over gebeurtenissen die zijn opgetekend in de rapporten bedoeld in artikel 25.

§ 2. De in lid 1 bedoelde persoonsgegevens worden alleen beschikbaar gesteld aan door de Regering aangewezen personeelsleden. Deze gegevens mogen alleen voor de volgende doeleinden worden gebruikt:

1° voldoen aan de goede uitvoering van de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten;

2° zorgen voor de goede uitvoering van de vermelde administratieve sancties en strafrechtelijke procedures;

3° als hulpmiddel om de daders te identificeren;

4° voor statistische doeleinden;

5° voor andere doeleinden bepaald door de Regering na advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

§ 3. Onverminderd paragraaf 7 worden verwijzingen naar de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, of naar administratieve sancties of overtredingen, alsmede de desbetreffende punten, automatisch gewist vijf jaar nadat de zaak is geseponeerd of de administratieve of gerechtelijke beslissingen ten uitvoer zijn gelegd.

§ 4. De verantwoordelijke voor de verwerking neemt alle maatregelen die nodig zijn om ervoor te zorgen dat persoonsgegevens volledig worden bewaard.

De personen die uit hoofde van de bepalingen van dit decreet persoonsgegevens ontvangen, nemen maatregelen om de vertrouwelijkheid van deze gegevens en het gebruik ervan uitsluitend voor de bij of krachtens dit decreet vastgestelde doeleinden of ter nakoming van hun wettelijke verplichtingen te waarborgen.

§ 5. De voor de verwerking verantwoordelijke informeert de houder van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens. Deze informatie bevat:

- 1° de identiteit en het adres van de verantwoordelijke voor de verwerking en zijn vertegenwoordiger in het Waals Gewest;
- 2° de wettelijke of reglementaire grondslag van de gegevensverzameling;
- 3° de bestemde persoon en de doeleinden waarvoor de verzamelde gegevens worden gebruikt;
- 4° de persoonsgegevens van de betrokken persoon;
- 5° de mogelijkheden om een zaak aanhangig te maken bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en haar adres;
- 6° het bestaan van het recht op toegang tot de gegevens, op verbetering van die gegevens, alsmede de nadere regelen voor de uitoefening van deze rechten;
- 7° de duur van de verwerking en de opslag van de gegevens

§ 6. De Regering bepaalt de procedures voor het opstellen van het centrale register. Zij kan, na het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit te hebben ingewonnen, de daarin op te nemen informatie nader omschrijven, andere dan de in paragraaf 1 bedoelde informatie omschrijven, alsmede de bewaartermijn ervan of de andere personen die toegang tot die gegevens kunnen hebben om de goede werking ervan te waarborgen.

§ 7. Eenieder die zich toegang verschaft tot de gegevens in het bestand of deze gebruikt, met uitzondering van personen die daartoe overeenkomstig dit artikel zijn gemachtigd, wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en een geldboete van 100 tot 50.000 euro, of met slechts één van deze straffen.

HOOFDSTUK 8. — *Overgangsbepaling*

Art. 29. Stuwdammen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn gebouwd, in bedrijf zijn genomen of opnieuw in bedrijf zijn genomen, mogen in bedrijf blijven op voorwaarde dat de exploitanten uiterlijk twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet hun interne noodplan en de interne en externe keuringen waarin dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan voorzien, hebben ingevoerd.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingsbepaling*

Art. 30. In artikel 1, § 3, van het decreet van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen worden een 5° en een 6° ingevoegd, luidend als volgt:

“5° de betaling voor studies uitgevoerd op verzoek van de Waalse autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen bedoeld in het decreet betreffende de veilige exploitatie van stuwdammen, in het kader van hun opdrachten;

6° de financiering van de werking van de Waalse autoriteit voor de veiligheid van stuwdammen bedoeld in het decreet betreffende de bedrijfsveiligheid van stuwdammen”.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepaling*

Art. 31. 26. De Regering bepaalt de datum voor de inwerkingtreding van de bepalingen van dit decreet. De Regering kan voor elke bepaling verschillende inwerkingtredingsdata vastleggen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 februari 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement 1571 (2023-2024) Nrs. 1, 1^{ter} tot 9.

Volledig verslag, openbare zitting van 21 februari 2024.

Bespreking.

Stemming.